

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 13 mars 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°336 ■

TRANSPORT DE GNL
**Accostage et amarrage
réussis du méthancier
"Ougarta" au port
pétrolier de Skikda**

P 2

LE DG DE LA PCH RASSURE SUR LA DISPONIBILITÉ
DE MÉDICAMENTS

Plus de 200 milliards de DA engagés annuellement

Tous les médicaments sont disponibles et qu'un stock de six mois est constitué pour l'ensemble des molécules, a assuré le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Samir Ferhat. Il a indiqué que plus de 200 milliards de dinars sont engagés annuellement pour répondre à la demande des hôpitaux et autres centres de soins. P 3



PRÈS DE 900 MILLIONS DE
BAGUETTES JETÉES
ANNUELLEMENT
**320 millions de dollars
de pertes !**



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a mis en avant l'impératif de sensibiliser à l'importance d'une consommation rationnelle des produits alimentaires, notamment le pain.

P 2

PÉTROLE/ DEMANDE MONDIALE
EN 2024

**L'Opep maintient ses
prévisions de croissance**

La demande mondiale d'or noir devrait encore connaître une croissance « robuste » en 2024, tirée par la Chine, et alimentée par les appétits pour le transport aérien, a indiqué l'Opep, hier dans son rapport mensuel sur le pétrole. Le monde devrait consommer 104,5 millions de barils de pétrole par jour (mb/j) en moyenne en 2024, puis 106,3 mb/j en 2025, après 102,2 mb/j en 2023.

P 3

PROJET QATARI «BALADNA»
**Les précisions du ministre
de l'Agriculture**

La sécurité alimentaire est devenue aussi bien une nécessité qu'une priorité pour l'Algérie. Et ce sens, des mesures ont été prises par les pouvoirs pour promouvoir et faciliter les investissements en la matière. Un couloir vert sera consacré aux personnes ou fonds d'investissements intéressés par l'investissement agricole dans les wilayas du Sud, notamment dans les filières agricoles, en leur accordant des facilitations pour bénéficier du foncier, d'autorisations de forage de puits et de raccordement au réseau électrique, entre autres.

P 5

FORUM ANNUEL DE L'ASSOCIATION
FÉDÉRALE DES PME

**Ali Aoun aujourd'hui
à Berlin** P 2

LE SG DU FORUM DES PAYS
EXPORTATEURS DE GAZ

**«L'Afrique contribue avec
une production de 245
milliards m3»** P 3

PLATEFORME NUMÉRIQUE
DE L'INVESTISSEUR
**307 assiettes foncières
proposées** P 5

TRANSPORT DE GNL

Accostage et amarrage réussis du méthanier "Ougarta" au port pétrolier de Skikda

Le groupe Sonatrach a annoncé, dans un communiqué, la réussite de l'opération d'accostage et d'amarrage du premier gros méthanier, baptisé "Ougarta", au niveau du nouveau terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) "IM3" à Skikda. "Cette opération a été menée avec succès le 9 mars 2024. Il s'agit de tests de haut niveau pour s'assurer de la capacité de l'enceinte portuaire à accueillir, avec efficacité et sécurité, les navires, après l'extension du port pétrolier de Skikda", a précisé la même source. Sonatrach a souligné que cette réalisation reflète son souci "d'accroître les capacités de chargement et de transport au niveau du port de Skikda", ajoutant que grâce à ce projet, la zone industrielle de Skikda disposera d'une infrastructure portuaire maritime à même de conforter sa place en tant qu'un des principaux ports en Algérie". Construit en 2017, le navire "Ougarta", ce méthanier battant pavillon algérien, appartient à "Hyproc Shipping" (une filiale de Sonatrach), d'une longueur totale de 291 mètres et d'une largeur de 46 mètres, note le communiqué. (APS)

PRÈS DE 900 MILLIONS DE BAGUETTES JETÉES ANNUELLEMENT

320 millions \$ de pertes !

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a mis en avant l'impératif de sensibiliser à l'importance d'une consommation rationnelle des produits alimentaires, notamment le pain.

Par Slimane T

En effet, selon les statistiques révélées par le ministre, près de 100 millions de baguettes gaspillées durant le mois de Ramadhan et près de 900 millions de baguettes annuellement! Ceci représente une perte sèche de 320 millions de dollars par an pour le Trésor Public. Les consommateurs sont appelés à que jamais à la rationalisation des achats en évitant le gaspillage de ce produit, dont 70% des besoins nationaux parviennent de l'importation. Des budgets conséquents sont consacrés annuellement pour l'approvisionnement du marché national en céréale. Des mesures sont à prendre en urgence afin de mettre fin à ces comportements étranges à notre société. Le ministre a assuré que le gouvernement veille à l'approvisionnement du marché en quantité suffisante de différents produits. Lors d'une visite dans de nombreux marchés de proximité à Alger, M. Zitouni a déclaré que suite à la hausse de la production des minoteries grâce à l'augmentation exceptionnelle de leurs quotas de blé trois mois avant le mois de

Ramadhan, «nous verrons avec le ministère de l'Agriculture, après le mois sacré, si ces quotas représentent réellement les quantités requises sur le marché afin de les maintenir tout au long de l'année». S'arrêtant devant l'étal d'un vendeur de viande rouge importée, le ministre a affirmé qu'une séance de travail sera organisée avec les opérateurs de cette filière après le mois de Ramadhan afin de réguler le marché de la viande "de manière définitive". M. Zitouni a également évoqué la décision du ministère de l'Agriculture d'injecter des quantités supplémentaires de poulet importé au niveau des marchés de proximité pour faire baisser les prix, précisant qu'il sera commercialisé au prix de 390 DA le kilogramme. Le ministre a en outre souligné que le marché de la banane sera également régulé, après avoir constaté une augmentation de son prix, soulignant l'importance d'apposer la marque de chaque importateur sur le produit afin de garantir la traçabilité de la chaîne de distribution. Lors de sa visite à la foire de "Ramadhan au Palais" organisé au Palais des expositions, le ministre a insisté sur l'importance

de "respecter le client", notamment en enlevant les parties superflues des légumes car elles augmentent le poids pour être jetées au final. Il a salué également les baisses opérées sur les prix des produits de large consommation par les opérateurs économiques, à l'occasion du mois de Ramadhan, estimées entre 10 et 25 %. M. Zitouni a rappelé que son département ministériel avait entamé les préparatifs pour le Ramadhan depuis près de 3 mois, estimant que "le marché est assez approvisionné et que les prix ont relativement baissé pour certains produits et nous œuvrons à ajuster ceux en hausse". Il a souligné, dans ce sens, l'importance d'ouvrir près de 500 marchés de proximité au niveau national pour un total de 8000 opérateurs économiques orientés vers ces marchés pour "faire baisser les prix". Répondant à la préoccupation d'un opérateur économique sur les marchés anarchiques des fruits et légumes, le ministre a affirmé qu'une action de proximité est en cours pour contenir les acteurs de ces marchés, en attendant la prise de mesures coercitives contre les contrevenants.

FORUM ANNUEL DE L'ASSOCIATION FÉDÉRALE DES PME

Ali Aoun aujourd'hui à Berlin

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun prendra part, mercredi à Berlin (Allemagne), au forum annuel de l'Association fédérale allemande des Petites et moyennes entreprises (BVMW), indique mardi un

communiqué du ministère. Placé sous le thème «Une journée d'avenir pour les Petites et moyennes entreprises», ce forum annuel permettra de débattre de divers sujets cruciaux liés aux petites et moyennes entreprises, à la numérisation, à la transition énergétique, à l'emploi, à la mobilité, ainsi que la com-

munication, précise le communiqué. La rencontre verra la participation de nombreuses personnalités du monde de l'industrie et de l'économie d'Allemagne et d'autres pays, dont le Premier ministre de Malaisie, la Première ministre du Royaume de Thaïlande et plusieurs ministres, dont six (6) membres du Gouverne-

ment allemand, ajoute la même source. Ce forum annuel sera organisé par l'Association fédérale allemande des PME (BVMW), le plus grand regroupement de PME en Allemagne, qui compte près de 55.000 membres et vise à renforcer la compétitivité de la moyenne entreprise et à garantir leur pérennité.

VENTE DIRECTE DES PRODUITS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Ouverture de 174 points à travers le pays

L'opération de vente directe (du producteur au consommateur) des produits de la pêche et de l'aquaculture marine et continentale, ainsi que des aliments transformés, a été lancée lundi, à travers plus de 174 points de vente répartis sur l'ensemble du territoire national. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général (DG) de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), Nabil Aouich a indiqué que cette opération se déroulait

"progressivement", précisant qu'elle a été lancée dans plus de 27 wilayas relevant de trois (3) points de coordination (Oran, Guelma et Alger), dont Relizane, Aïn Defla, Boumerdès, Béjaïa, Skikda, El Taref, Jijel, Oran, Sidi Bel Abbès, Tlemcen, Médéa, Djelfa et Tissemsilt. A Alger, plus de 10 points de vente ont été ouverts dans les communes de la Casbah (Place des Martyrs), Aïn Benian, Baba Hassen, Birkhadem, Douera, Kouba, Sidi M'hamed (1er mai), Birtouta, Euca-

lyptus et Sidi Abdellah, en attendant d'atteindre 20 points de vente dans les prochains jours. L'opération de vente se déroule dans des stands spécialement aménagés à cet effet, y compris ceux installés au niveau des ports et des marchés ramadanesques. Ainsi, les prix de la dorade et du tilapia rouge ont été fixés respectivement à 1.250 DA et 590 DA. Différents produits de conserve tels le thon et la sardine sont également proposés à

"des prix d'usine", au niveau de ces points de vente. A cet effet, une plateforme numérique a été créée pour permettre de localiser les points de vente directe pour faciliter l'accès aux produits proposés. Une campagne de sensibilisation a été lancée au profit des professionnels en vue de les encourager à adhérer à l'initiative de réduction des prix en guise de solidarité durant ce mois sacré.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir 001700000003889 09

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE DG DE LA PCH RASSURE SUR LA DISPONIBILITÉ DE MÉDICAMENTS

Plus de 200 milliards de DA engagés annuellement

Tous les médicaments sont disponibles et qu'un stock de six mois est constitué pour l'ensemble des molécules, a assuré le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Samir Ferhat. Il a indiqué que plus de 200 milliards de dinars sont engagés annuellement pour répondre à la demande des hôpitaux et autres centres de soins.

Par Sirine R

Dans le détail, le DG de la PCH a indiqué que 53 milliards DA destinés pour la prise en charge des spécialités hématologie et oncologie et 153 milliards pour couvrir les autres pathologies. Pour lui, la PCH «est prête à engager des budgets supplémentaires pour couvrir les besoins des hôpitaux». « Pour l'année 2024, nous attendons d'arrêter la liste et les quantités de médicaments anticancéreux, sachant que l'Etat avait débloqué, en 2023, une enveloppe de 15 milliards de dinars pour acheter 31 molécules. Pour cette année, ce montant sera probablement doublé », a encore développé M. Ferhat dans une déclaration à la radio « Chaîne III », révélant que « la PCH va reconduire, dans quelques jours, les marchés qui sont déjà signés avec les fournisseurs. Le montant global pourrait atteindre 30 milliards de dinars pour faire bénéficier nos malades des molécules innovantes ». Il a en outre annoncé que la Pharmacie centrale des Hôpitaux (PCH) envisage une réactualisation de la nomenclature des médicaments, en incluant de nouvelles molécules, assurant que la majorité des médicaments anticancéreux disponibles en Algérie sont « administrables » aux malades. A ce propos, il a fait savoir que « les fournisseurs locaux sont entrain de fournir des ef-

forts pour répondre aux besoins de la PCH, qu'ils couvrent actuellement à hauteur de 30 % », relevant que ces derniers sont « confrontés à la tension observée à l'échelle internationale sur la matière première ». Questionné sur la rupture des médicaments anticancéreux, Ferhat a indiqué que « seuls 3 produits connaissent des difficultés d'approvisionnement en raison de leur abandon par les fabricants » et que « tous les autres médicaments sont remplaçables et peuvent être administrés aux malades. Il est vrai que depuis deux ans, nous avons vécu des perturbations et des ruptures sur 124 produits d'oncologie, dont 24 étaient en rupture totale. Aujourd'hui, et vous pouvez le vérifier, tous les produits sont disponibles ». Les ruptures, a-t-il précisé, « s'expliquent également par les besoins qui ne sont parfois pas exprimés par les hôpitaux, s'agissant notamment des produits mixtes, disponibles au niveau de la PCH et des pharmacies d'officine ». Il a assuré qu'en plus des produits anticancéreux, la PCH « prend en considération tous les besoins exprimés par les hôpitaux et auxquels elle répond rapidement ». D'autre part, M. Ferhat a évoqué l'importance d'intégrer les nouvelles technologies pour l'analyse des données, des prévisions et des besoins afin de « prévenir les ruptures de stocks », ajoutant qu'un « système de veille existe déjà au niveau de la PCH permettant

de surveiller le niveau des stocks existants ». Le DG de la PCH a indiqué que son établissement s'attèle à moderniser toutes ses structures pour éviter toute perturbation des approvisionnements en médicaments, notamment les anticancéreux, au sein des hôpitaux, à la lumière de la directive du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté, lors de la réunion du Conseil des ministres de dimanche dernier, à parer à toute forme de dérèglement de ce secteur. Abordant la cellule de veille installée au niveau du ministère de la santé, il dira que « cette structure est fonctionnelle depuis plusieurs mois. Elle nous permet de lancer des alertes par rapport au risque de ces produits ». Pour M. Ferhat, « il est impératif de renforcer la confiance entre la PCH et les hôpitaux et entre les professionnels de la santé et les patients pour une meilleure coordination pour permettre une disponibilité de tous les produits ». Concernant la numérisation du fichier des malades atteints de cancer, il explique que « la PCH détient une liste par rapport aux produits innovants. Il y a une plateforme et un registre ouvert au niveau du ministère et nous aurons, avec précision, le nombre de malades avec leurs initiales et leurs besoins (...) Actuellement, nous travaillons sur les chiffres existants et nous ajoutons les 45 000 nouveaux cas qui arrivent, chaque année dans les hôpitaux ».

LE SG DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

«L'Afrique contribue avec une production de 245 milliards m³»

La production gazière de l'Afrique est appelée à devenir l'un des principaux moteurs de l'augmentation de l'offre mondiale de gaz naturel à moyen et long terme, a souligné le Secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel, assurant que les neuf pays africains membres du Forum contribuent avec une production annuelle de gaz de 245 milliards de mètres cubes. S'exprimant dimanche lors de la réunion du Groupe africain des ambassadeurs à Doha (Qatar), M. Hamel a affirmé que "l'Afrique joue déjà un rôle considérable dans le commerce mondial du gaz, en tant que fournisseur majeur à travers les gazoducs et le GNL". A cette occasion, le SG du GECF a mis en avant, dans son discours publié sur le site-web de l'organisation, l'importance du réseau de gazoducs en provenance d'Afrique du Nord qui constitue, selon lui, "une voie d'approvisionnement cruciale pour le marché européen, tandis que la capacité d'exportation de GNL de la région contribue de manière significative au commerce mondial du GNL". Dans ce contexte, il a souligné que "la production gazière de l'Afrique est appelée à devenir l'un des

principaux moteurs de l'augmentation de l'offre mondiale de gaz naturel à moyen et long terme". Au sein du GECF, ils sont désormais neuf pays africains membres après l'adhésion du Mozambique, de la Mauritanie et du Sénégal lors du 7eme Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements, tenu à Alger le 2 mars dernier, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a rappelé M. Hamel précisant que ces pays africains représentant près de la moitié des membres du Forum. Collectivement, ces neuf pays détiennent plus de 15.000 milliards m3 de réserves prouvées de gaz, ce qui représente un impressionnant taux de 94% des réserves de gaz de l'Afrique, a-t-il encore mentionné, affirmant que ces pays contribuent à la production annuelle de gaz de 245 milliards m3. S'agissant de la consommation d'énergie primaire en Afrique, le SG du GECF a relevé toutefois qu'elle reste à un niveau "relativement faible", en notant que le gaz naturel est la principale source de production d'électricité sur le continent et contribue à hauteur de 40% au mix énergétique total. "Compte tenu des vastes réserves de gaz naturel en Afrique, il existe sans aucun doute un grand potentiel de

croissance de la consommation de gaz naturel, ce qui pourrait contribuer à réduire la pauvreté énergétique et à favoriser le développement social et économique sur tout le continent", a-t-il estimé, assurant que le GECF se tient "fermement aux côtés de ses partenaires africains pour relever ces défis". Evoquant le 7e sommet du GECF à Alger, M. Hamel a indiqué que cet événement a été "un grand succès, marqué par une participation sans précédent avec 19 pays membres, dont 10 étaient représentés par leurs chefs d'Etat". «Le sommet d'Alger a été marqué par une atmosphère positive et constructive, reflétant un profond sentiment d'unité, de coopération et de solidarité. Le principal résultat du sommet, la Déclaration d'Alger a été adoptée à l'unanimité par les dirigeants des pays membres du GECF», a-t-il souligné, en relevant que cette "Déclaration positive, inclusive, complète et tournée vers l'avenir" incarne "l'engagement unifié et consensuel des pays membres à promouvoir le gaz naturel en tant qu'élément essentiel de la croissance économique, du progrès social et de la protection de l'environnement".

R E.

PÉTROLE/ DEMANDE MONDIALE EN 2024

L'Opep maintient ses prévisions de croissance

La demande mondiale d'or noir devrait encore connaître une croissance « robuste » en 2024, tirée par la Chine, et alimentée par les appétits pour le transport aérien, a indiqué l'Opep, mardi dans son rapport mensuel sur le pétrole. Le monde devrait consommer 104,5 millions de barils de pétrole par jour (mb/j) en moyenne en 2024, puis 106,3 mb/j en 2025, après 102,2 mb/j en 2023, laissant présager de nouveaux records, selon les nouvelles projections mensuelles de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), quasi-inchangées par rapport à celles publiées en février. Selon l'organisation, « la demande mondiale de pétrole en 2024 devrait connaître une croissance robuste de 2,2 mb/j » par rapport à 2023, soutenue « par une forte demande de transport aérien et une mobilité routière accrue, y compris le diesel routier et le transport par camion », ainsi que par une croissance « saine » dans « les activités industrielles, de construction et agricoles, en particulier dans les pays non membres de l'OCDE ». L'Opep note toutefois que « ces prévisions restent soumises à de nombreuses incertitudes, notamment des évolutions économiques mondiales ». A l'échelle régionale, la majeure partie de la croissance de la demande pétrolière devrait se produire dans des économies non-membres de l'OCDE, avec une expansion de près de 2 mb/j en 2024, « tirée » en premier lieu par la Chine (0,63 mb/j) et « soutenue par le Moyen-Orient, les autres pays d'Asie, l'Inde et l'Amérique latine ». Les membres de l'OCDE, qui comptent les pays les plus riches, devraient représenter une part minime de la croissance de la demande de pétrole: 0,25 mb/j en 2024, tirée par les Amériques (0,21 mb/j), et soutenue par une légère augmentation en Europe et Asie-Pacifique. En 2025, la demande mondiale de pétrole continuera de croître mais à un rythme moins soutenu de 1,8 mb/j, avec une croissance de 0,1 mb/j dans l'OCDE et de 1,7 mb/j dans les autres pays. Dans le détail des produits pétroliers, « les carburants de transport devraient stimuler la croissance de la demande de pétrole en 2024 et 2025 ». En particulier « la demande de carburéacteur (carburant aérien) devrait connaître la plus forte croissance en glissement annuel, à mesure que le trafic aérien international continue de se redresser et d'atteindre les niveaux d'avant la pandémie » et grâce à « un fort trafic aérien intérieur dans toutes les régions », souligne l'Opep.

R E.

PREMIER JOUR DE
RAMADHAN
Plus de 30 000 tonnes
de fruits et légumes
commercialisées



Plus de 4.000 tonnes de viandes blanches et rouges et plus de 30.000 tonnes de fruits et légumes ont été commercialisés, lundi, au cours du premier jour de jeûne au niveau national, selon les estimations de l'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA). «Les mesures prises par les pouvoirs publics en prévision du mois de jeûne y sont pour beaucoup dans la stabilité des prix ainsi que l'ouverture des marchés de solidarité un peu partout sur le territoire national. Sans compter les marchés de gros, comme ceux de détails, qui sont exceptionnellement ouverts 7 jours sur 7 durant tout au long de ce mois», souligne le président de cette association, Hadj-Tahar Boulénouar.

MATIÈRES PREMIÈRES
L'or au plus haut, le
blé au plus bas

Les importations et exportations de métaux sont plutôt solides, signe que la demande industrielle s'améliore. Les prix des métaux réagissent positivement : la tonne de cuivre s'échange à 8600 USD à Londres, l'aluminium progresse à 2250 USD et le zinc gagne du terrain à 2530 USD. Néanmoins, la star du moment est à chercher du côté des métaux précieux. Nous faisons évidemment référence à l'or, qui inscrit une troisième semaine de hausse consécutive à 2180 USD. L'or libellé en dollar a atteint un record historique grâce aux paris sur une baisse des taux d'intérêt, qui favorise le métal précieux, un actif qui, par définition, ne délivre aucun rendement. Quand aux produits agricoles, à Chicago, on est loin de l'euphorie des marchés actions, puisque les prix céréaliers continuent à évoluer en baisse. Le blé a enfoncé son prix plancher de 2023 et s'échange désormais autour de 525 cents, un niveau qui n'avait jamais été atteint depuis 2020. Le maïs fait plus de résistance en progressant à 440 cents le boisseau. Dans le reste du compartiment, le cacao reste haut perché à 6500 USD la tonne.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310,00
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025,00
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000,00

IL A REÇU UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE
MACRON

Tebboune en France
fin septembre
prochain



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu un appel téléphonique de son homologue français, M. Emmanuel Macron, lors duquel ils ont évoqué les relations bilatérales et des questions de dimension régionale et internationale, précise le communiqué. Lors de cet appel, le président de la République «a exprimé sa profonde inquiétude concernant les développements de la situation en Palestine occupée, en particulier à Ghaza», ajoute la même source. Les deux présidents

ont également évoqué «les perspectives économiques communes profitables aux deux pays, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des terres rares et de l'industrie ferroviaire». «Les deux présidents ont, enfin, convenu, de la visite officielle du président de la République en France, qui aura lieu à la fin septembre, début octobre, la date officielle de la visite devant être fixée ultérieurement», conclut le communiqué.

CHINE

Moody's abaisse la note du promoteur Vanke, incontournable dans le pays

L'agence de notation Moody's a abaissé d'un cran à «spéculatif» la note du promoteur chinois Vanke, longtemps réputé solide financièrement mais fragilisé désormais par une crise inédite de l'immobilier. Vanke est l'un des promoteurs les plus connus du grand public en Chine et il possède des chantiers à Hong Kong. Le groupe est détenu en grande partie par la municipalité de Shenzhen (sud de la Chine), un actionariat public longtemps perçu comme gage de solidité financière. «Moody's s'attend à ce que les conditions du secteur immobilier en Chine et sa situation financière continuent à peser sur les ventes de Vanke et sur son accès aux liquidités», a

estimé lundi l'agence de notation. Dans ce contexte, Moody's abaisse d'un cran la note de solvabilité de Vanke qui passe de «Baa3» (qualité moyenne inférieure) à «Ba1», synonyme de

«spéculatif». Les difficultés de financement risquent de s'accroître pour Vanke «au cours des 12 à 18 prochains mois», a mis en garde Moody's, qui place «sous surveillance» le groupe et

n'écarter pas une autre «révision à la baisse» de sa note. Vanke était l'an dernier le deuxième plus gros promoteur de Chine en termes de ventes, selon le cabinet spécialisé Cric.

AIN TEMOUCHENT
Projet de
modernisation de
la station
thermale de
Hammam
Bouhadjar

La station thermale de Hammam Bouhadjar (Aïn Temouchent) a bénéficié d'un projet d'aménagement et de modernisation, a indiqué, lundi à Aïn Temouchent, le Directeur général de l'Entreprise de gestion touristique de Tlemcen (EGTT), Abdelkader Zidi. Lors de la présentation du projet aux autorités de wilaya d'Aïn Temouchent, M. Zidi a souligné que le projet d'aménagement et de modernisation de la station thermale de Hammam Bouhadjar, qui s'étend sur une superficie de 19 hectares, «intervient dans le cadre du programme que s'attèle à concrétiser le Groupe d'hôtellerie, de tourisme et des stations thermales pour développer et moderniser des stations thermales au niveau national ». Le projet d'aménagement et de modernisation de la station thermale de Hammam Bouhadjar, dont la date d'édification remonte à l'année 1974, a été doté d'une enveloppe financière dépassant les 300 millions de dinars, tandis que des délais n'excédant pas 6 mois ont été fixés pour achever les travaux pour chaque action enregistrée au sein du même projet, puisqu'il est prévu le lancement de la mise en œuvre des premiers quotas au cours du mois de Ramadhan en cours, selon le Directeur général de l'EGTT de Tlemcen, supervisant le suivi de l'opération.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 12 مارس 2024 الموافق لـ 2 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 mars 2024 le 2 ramadan 1445

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg	متوسط	أقصى	دج / كغ	المنتج
Légumes frais	Pomme de terre	64	72	57	البطاطا	خضار طازجة
	Tomate	108	122	95	الطماطم	
	Oignon sec	80	87	73	البصل الجاف	
	Ail sec	518	582	454	الثوم الجاف	
	Carotte	76	86	67	الجزر	
	Navet	74	81	66	لفت	
	Chou-fleur	88	100	77	قرنبيط	
	Choux	62	69	54	كرنب	
	Courgette	124	136	112	الكوسية	
	Haricot vert	391	420	363	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	114	129	100	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	458	575	342	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datté	580	708	452	التمر	
	Orange	140	173	108	البرتقال	
	Citron	166	186	147	الليمون	
	Banane	350	362	338	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1698	1832	1564	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	540	553	528	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	22	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)	

PROJET QATARI «BALADNA»

Les précisions du ministre de l’Agriculture

La sécurité alimentaire est devenue aussi bien une nécessité qu’une priorité pour l’Algérie. Et ce sens, des mesures ont été prises par les pouvoirs pour promouvoir et faciliter les investissements en la matière. Un couloir vert sera consacré aux personnes ou fonds d’investissements intéressés par l’investissement agricole dans les wilayas du Sud, notamment dans les filières agricoles, en leur accordant des facilitations pour bénéficier du foncier, d’autorisations de forage de puits et de raccordement au réseau électrique, entre autres. En cela les Qataris veulent jouer le premier rôle.

Par Réda Hadi

La coopération Algéro-Qatarie s'intensifie. Après la santé, l'énergie, ce sont donc, les échanges dans l'agriculture qui suscitent l'intérêt des deux pays, afin d'être à la hauteur des ambitions réciproques, et particulièrement dans les domaines de l'élevage, et des cultures stratégiques.

A ce sujet, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youssef Cherfa, a révélé de nouvelles données concernant le projet de la société qatarie, « Baladna » pour la production du lait et des viandes rouges en Algérie. Un secteur où l'Algérie prêche par une faible production, et une forte consommation. Le projet Qatari de « Baladna » est une ferme d'élevage de 20.000 vaches laitières, sachant que l'Algérie a besoin de 400.000 vaches laitière à l'horizon 2025.

Ce Projet était initialement prévu dans la localité de Bougtob, au nord de la wilaya d'El Bayadh, sauf que le ministre de l'agriculture et du Développement rural, a dans ses réponses aux membres de l'Assemblée nationale populaire, affirmé que l'étude de toutes les zones agricoles disponibles pour accueillir de manière optimale le projet est toujours en cours.

En somme, l'Etat n'a pas encore tranché sur la wilaya devant abriter ce projet. Selon, le ministre « le secteur de l'agriculture a proposé à la société qatarie un portefeuille immobilier comprenant plusieurs assiettes destinées à l'investisse-

ment agricole à travers des concessions au niveau de plusieurs wilayas, notamment Djelfa, Timimoun et Adrar ».

Le ministre a souligné que « les services agricoles veillent à ce qu'une étude de toutes les zones agricoles disponibles soit réalisée pour répondre au mieux à la demande de la partie qatarienne, notamment en ce qui concerne les vastes zones destinées à des projets à caractère stratégique ».

Le ministre a rappelé que « la société qatarie avait précédemment exprimé sa volonté d'investir dans le domaine agricole, notamment dans le secteur du lait et de l'élevage de vaches laitières, et qu'en conséquence, un accord a été conclu entre les parties algérienne et qatarie pour mettre en œuvre des projets d'investissement au profit de l'entreprise « Baladna » en Algérie dans le domaine de la production laitière. En effet, cette société a annoncé précédemment son intention d'investir dans une usine de production laitière d'une capacité de 336 millions de litres par an

Le ministre de l'Agriculture, lors d'une sortie de terrain a qualifié la filière lait de « la plus complexe » du secteur agricole, et a également évoqué la consommation annuelle de lait par habitant qui dépasse la moyenne mondiale fixée par l'Organisation mondiale de la santé (OM) qui est de 70 litres par habitant par an.

Selon des sources de ce ministère, les statistiques des capacités de production de lait, font état d'un besoin de 1,78 million

de vaches laitières qui permettra la production de 3 milliards et 500 milles litres de lait par an, sans compter la production de lait de chèvres et celui produit par la filière cameline.

La production locale de lait donne une moyenne de consommation annuelle de 70 et 75 litres par habitant. En additionnant la production nationale (attendue) et la poudre de lait importée, la consommation annuelle par habitant passera à 130 litres, alors que l'OMS préconise une consommation annuelle de 60 à 7 litres de lait par habitant. Répondre aux besoins alimentaires et s'assurer d'une confortable sécurité en la matière, est l'objectif fixé par le Président de la république

Le secteur de l'agriculture sera, tout au long de l'année en cours, un grand chantier ouvert. Le ministre du secteur évoque un plan d'action qui prend en compte les différentes problématiques de l'heure. Au cœur de ce plan, la sécurité alimentaire du pays qui va se renforcer, grâce aux mesures incitatives prises par les pouvoirs publics, et l'ouverture à l'investissement.

Le développement du secteur passant par une plus grande maîtrise du dossier du foncier, le ministre de l'Agriculture a affirmé que son département ministériel s'attelle à garantir une exploitation optimale du foncier agricole et des investissements structurants, notamment dans le Sud, avec la récupération des terres non exploitées.

ALLOCATION CHÔMAGE

Près de 320.000 bénéficiaires orientés vers le monde du travail

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a indiqué, lundi, que près de 320.000 personnes sur les deux millions de bénéficiaires du dispositif de l'allocation chômage avaient été orientés vers le monde du travail, 30.000 d'entre eux ayant bénéficié d'emplois stables. Invité du Forum de la Radio algérienne, le ministre a précisé que "près de 320.000 personnes sur les deux millions de bénéficiaires du dispositif de l'allocation chômage ont été orientés vers le monde du travail", ajoutant que "30.000 d'entre eux ont bénéficié d'emplois stables et 117.000 bénéficiaires ont été formés selon les besoins du marché". S'agissant de l'élargissement de la base des affiliés à la sécurité sociale, M. Bentaleb a fait état d'"une hausse du taux d'employeurs affiliés estimée à plus de 14,1% entre 2021 et 2023, soit 53.847 nouveaux affiliés au cours de cette période marquée par une récession économique et une crise sanitaire mondiale". Ces statistiques "traduisent une reconstitution de la base économique en Algérie, désormais établie sur un système transparent et juste, où les engagements vis-à-vis de la sécurité sociale sont honorés et où il existe une relation de confiance entre les employeurs et les institutions de l'Etat", a-t-il estimé. En Algérie, "la protection sociale est consacrée constitutionnellement et occupe une place importante parmi les engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a soutenu le ministre. Et d'ajouter à ce propos que "les statistiques fournies par l'Association internationale de la sécurité sociale confirment que l'Algérie arrive devant en termes de taux de couverture sociale, qui est d'environ 77%". C'est un "taux honorable par rapport à d'autres pays", a-t-il dit. L'engagement de l'Algérie en matière de couverture sociale est "fondamental", a-t-il affirmé, précisant que tous les risques prévus dans les Accords internationaux de sécurité sociale étaient couverts, outre l'indemnité de chômage-intempéries dont bénéficient les entrepreneurs du secteur de l'hydraulique et des travaux publics.

R E.

PLATEFORME NUMÉRIQUE DE L'INVESTISSEUR

307 assiettes foncières proposées

L'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), a proposé 307 assiettes foncières relevant du domaine de l'Etat destinées à la réalisation de projets d'investissement via sa plateforme numérique de l'Investisseur, et ce, depuis le lancement de cette dernière le 8 février.

Depuis l'ouverture de la plateforme numérique de l'Investisseur, étant le moyen exclusif qui permet de traiter les demandes des personnes souhaitant bénéficier d'un foncier économique pour la réalisation d'un projet d'investissement, «307 assiettes foncières ont, jusqu'à présent, été publiées avec une superficie totale estimée à 176 hectares répartis à travers 28 wilayas», précise l'AAPI dans un communiqué.

L'opération de publication des assiettes foncières disponibles se poursuit pour inclure les autres wilayas, compte tenu que l'AAPI, à laquelle la gestion de cette plateforme numérique a été confiée, procède à son actualisation de manière périodique et continue. « L'AAPI s'attèle à doubler le nombre d'assiettes foncières publiées dans les prochaines tranches qui seront directement publiées après parachèvement de la période d'étude de 15 jours », et ce, en application des dispositions de la loi n° 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, note le communiqué.

Jusqu'à dimanche (13h00), 1.266 demandes confirmées ont été enregis-

trées, tandis que 2.839 autres sont en cours de confirmation finale par les porteurs de projets qui statueront sur leurs choix de manière définitive.

Dans ce contexte, l'AAPI a souligné l'expiration de la durée légale d'un mois pour la publication des offres foncières en ce qui concerne la première tranche, lancée le 8 février 2024, regroupant 17 wilayas, sachant que l'Agence a entamé l'étude des demandes pour procéder, par la suite, à l'élaboration des décisions préliminaires d'octroi qui deviendront définitives une fois les délais légaux des recours expirés.

La première tranche, dont la période d'offre légale a expiré, comprend 168 assiettes foncières avec 792 demandes confirmées. Afin d'adapter l'offre immobilière à la demande et de répondre

aux aspirations des investisseurs et des porteurs de projets en termes de superficies proposées, de site géographique et d'affectation des fonciers en fonction de la nature des activités « l'AAPI a lancé un appel à manifestation d'intérêt via un formulaire accessible sur son site web aapi.dz. »

Ce formulaire comporte plusieurs indicateurs tels que la nature de l'activité, la superficie souhaitée, les choix du site, le nombre d'emplois prévus, le montant de l'investissement, la composante du financement et la surface nécessaire pour la réalisation de l'investissement. « Un espace a également été consacré à la présentation du projet et de ses impacts prévus sur l'économie nationale », ajoute la même source.

R E.

TRANSFERT HYDRIQUE DU BARRAGE KEF EDDIR
AU PROFIT DE BENI MILEK (TIPASA)

Lancement de la 2^e phase

La 2e phase d'exploitation des eaux du barrage Kef Eddir, sur les hauteurs de Damous dans la wilaya de Tipasa a été lancée dimanche, par la mise en service d'une station de pompage d'eau destinée à l'alimentation des habitants de la commune montagnaise isolée de Beni Milek.

« La 2e étape du transfert des eaux du barrage de Kef Eddir vers la commune de Beni Milek s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à garantir les meilleures conditions de vie décente aux citoyens, notamment ceux résidant dans des zones isolées et reculées », a indiqué le wali de Tipasa, AboubakarSeddikBoucetta, en procédant à la mise en service de cette opération. Il a ajouté que cette mise en service est « le fruit des efforts de différents acteurs, tout en consacrant l'engagement de mettre un terme définitif au manque d'eau dans cette commune isolée de 10.000 habitants, à la veille du mois de Ramadhan, pris par le ministre de l'hydraulique, en novembre dernier, en procédant à la mise en service partielle du barrage Kef Eddir au profit des communes de Damous et Gouraya ». Située à 17 km au sud de Damous, à l'extrême-Ouest de Tipasa, la commune montagnaise de Beni Milek est mitoyenne aux frontières administratives des wilayas d'Ain Defla et de Chlef. Outre le siège de la commune, la mise en service de cette station de pompage d'une capa-

cité de production de 40.000 m3 d'eau/jour permettra d'alimenter plusieurs de ses villages. Le wali de Tipasa a également procédé à la mise en exploitation d'un système de renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) au profit de nombreux quartiers et villages ruraux de la commune de Gouraya, à travers le raccordement d'un réservoir d'eau d'une capacité de 2.000 m3 au barrage Kef Eddir, pour assurer de l'eau au profit d'un bassin de population globale de près de 6000 âmes, selon les explications de M. Boucetta. Il a, aussi, souligné que la «réception progressive du projet du transfert hydrique du barrage Kef Eddir avance à un bon rythme », conformément au plan d'action mis au point par l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), en sa qualité de maitre d'œuvre de ce projet, en réalisation par le groupe Cosider-canalisations, « en dépit des aspérités difficiles du terrain ». « Les données en notre possession assurent que le chantier de ce transfert hydrique avance à un bon rythme en vue d'en faire profiter huit (8) autres com-

munes, dont Cherchell, Messelmoune, HadjeretEnnos, Aghbal, Sidi Semiane et Sidi Ghiles, toutes des régions dépourvues d'eaux souterraines », a ajouté le wali. Selon les rapports de l'ANBT, « le taux d'avancement des travaux est de 70% pour le volet relatif aux canalisations d'une longueur estimée à 192 km linéaires », a-t-il précisé, prévoyant la réception du projet « en juin prochain au plus tard ». À noter que le ministre de l'Hydraulique avait procédé en novembre dernier à la mise en service de la première phase d'exploitation progressive du barrage Kef Eddir, après achèvement des travaux de raccordement des communes de Damous, Gouraya et Al-Arhat aux conduites de pompage, au même titre que les travaux des réservoirs d'eau et des stations de pompage. La production d'eau potable est actuellement estimée à 180.000 m3/ jour, dans la wilaya de Tipasa, un volume jugé « insuffisant » pour couvrir la totalité des besoins de la population locale, notamment en raison du manque des précipitations pluviales. « Un fait expliquant l'extrême importance de ce projet

pour la wilaya », selon M. Boucetta. Outre les communes suscitées, le barrage Kef Eddir, doté d'une capacité de production de 21 millions de m3 d'eau/an, assurera également un volume de 8.613 m3/jour pour une population globale de 45.897 âmes au niveau de 58 zones d'ombre, selon les estimations du maitre d'ouvrage. Ce projet « d'envergure » englobe la réalisation de 14 stations de pompage et 13 réservoirs d'une capacité de 140.000 m3, en plus d'une station de traitement des eaux d'une capacité de production de 210.000 m3/jour, devant être réceptionnée en trois étapes, permettant chacune la production et le transfert de 70.000 m3 d'eau/jour pour assurer l'approvisionnement des citoyens en eau potable, selon la même source. Ce projet est doté d'un caractère régional et stratégique indéniable, vu qu'il permettra, également, l'alimentation en eau potable de communes d'Aïn Defla et Chlef (Ain Goussine, Brira et Beni Haoua), parallèlement à l'exploitation d'un volume d'eau considérable pour l'irrigation de terres agricoles au niveau de ces trois wilayas.

SIKIDA

La gestion de la gare routière Mohamed Boudiaf sera confiée à SOGRAL

La gestion de la gare routière Mohamed Boudiaf de la ville de Skikda, objet actuellement d'une vaste opération de réhabilitation, sera confiée à la Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (SOGRAL), apprend-on auprès des services de la wilaya. Au cours de la visite du chantier de réhabilitation de cette gare, le wali, Mme HouriaMeddahi a donné des instructions pour hâter les procédures admi-

nistratives de conclusion du contrat de concession entre les services de l'APC de Skikda et SOGRAL et ce, en application des directives du ministère des Transports afin de parvenir à l'efficience dans la gestion de cette structure de services et répondre aux attentes des transporteurs et voyageurs, a-t-on précisé. Selon la même source, la société a montré sa disposition à assurer la bonne gestion de la gare en lançant

l'opération de recrutement d'agents administratifs et de sécurité pour garantir des services de qualité. Les travaux de réhabilitation de la gare qui ont mobilisé une enveloppe financière de 90 millions DA seront réceptionnés dans les prochains jours, a-t-on indiqué, assurant qu'il ne reste désormais que certaines ultimes retouches. Lors de sa visite, Mme Meddahi a salué les efforts fournis par l'entreprise

de réalisation en termes de respect des critères de qualité et des délais contractuels, relevant que cette gare routière située à l'entrée de la ville de Skikda constitue une façade de toute la wilaya. L'opération de réhabilitation de cette gare routière qui n'a pas subi de travaux de restauration depuis 20 ans a porté sur l'exécution de travaux d'étanchéité et d'aménagement intérieur et extérieur, a-t-on noté.

BLIDA

Des colis alimentaires pour 5 000 familles à travers plus de 50 wilayas

5 000 familles d'orphelins et de veuves relevant de plus de 50 wilayas du pays ont bénéficié de colis alimentaires à l'occasion du mois de Ramadhan, dans le cadre de la campagne « Sanabil El Kheir » (Epis du bien), lancée dimanche à partir de la wilaya de Blida. Il s'agit de l'envoi, à l'initiative de l'Association nationale caritative « Kafil El Yatime » (Parrain d'orphelin), dans le cadre de sa campagne nationale « Sanabil El-Kheir », de 5.000 colis alimentaires, à partir de son dépôt central sis dans la commune de Beni Tamou, au profit d'orphelins et veuves

résidant dans différentes wilayas du pays, notamment des zones d'ombre, a déclaré à l'APS le président de l'association, Ali Chaouati. Il a ajouté que ces colis, représentant des dons d'industriels, d'hommes d'affaires et de bienfaiteurs de différentes wilayas du pays, « sont constitués de divers produits alimentaires de base, nécessités par les familles durant le mois de Ramadhan ». Cette opération de solidarité se poursuivra tout au long du mois du jeûne, avec une prévision d'atteinte de 100.000 colis alimentaires, équivalant à 1.500 tonnes de denrées alimentaires de base, selon M.

Chaouati. Cette même campagne de solidarité, initiée par le bureau national de l'association, prévoit également la distribution, à partir du week-end prochain, de 50.000 vêtements de l'Aïd, en vue de permettre à la majorité des orphelins inscrits au registre de l'association, au nombre de 150.000 à l'échelle nationale, d'avoir à temps une tenue vestimentaire pour l'Aïd. Sur un autre plan, l'association Kafil El Yatime a élaboré un riche programme pour animer les soirées du mois de Ramadhan, prévoyant, entre autres, l'organisation d'Iftar (rupture du jeûne) collectifs pour les orphelins et

les veuves, avec la participation de bienfaiteurs et des autorités locales, outre des opérations de circoncision pour les enfants orphelins. À cela s'ajoutent des campagnes de don de sang au profit des malades hospitalisés, des concours de récitation et de mémorisation du Coran et des conférences culturelles. Selon M. Chaouati, cette opération de solidarité organisée annuellement par l'association, vise à « susciter un élan de solidarité de l'ensemble de la société avec les veuves et les orphelins, de manière à ce qu'ils ne ressentent pas de besoins matériels durant le mois de Ramadhan

L'inflation, c'est quoi ?

Par Bastien Drut

Le fait que l'inflation ait été trop faible lors de la décennie 2010 a poussé un certain nombre de grandes banques centrales à adopter des politiques monétaires non-conventionnelles : forward guidance, politiques d'achats de titres à grande échelle (Quantitative Easing, QE), taux négatifs, opérations de refinancement des banques à long terme, etc. Cela a eu de grandes conséquences sur les marchés financiers mais aussi sur nos vies de tous les jours. Mais après avoir été inscrite aux abonnés absents pendant près d'une décennie, l'inflation a fait son grand retour dans les pays développés en 2022 et 2023 et elle est désormais évoquée à tout bout de champ dans l'espace médiatique. Chacun y est confronté et tout le monde en parle. Mais on oublie souvent de rappeler ce qu'est l'inflation au juste et quelles sont ses causes. Pour cette raison, nous avons essayé avec le livre « L'inflation, c'est quoi ? »* de donner au plus grand nombre des clefs de lecture pour comprendre le phénomène de l'inflation sous toutes ses formes. La cinquantaine de dessins de l'illustratrice Camille Aubry permettent de rendre le livre encore plus pédagogique.

Inflation : de quoi parle-t-on ?

Le livre s'attèle tout d'abord à expliquer comment sont calculés les taux d'inflation (nous nous focalisons ici sur les prix à la consommation) par les instituts de statistiques et quels peuvent être les problèmes de méthodologie (biens et services non pris en compte, différences de méthodologies d'un pays à l'autre et parfois même entre deux indices de prix d'un même pays). Il est important d'insister sur le fait que les mesures d'inflation sont imparfaites par construction. En outre, nous insistons sur le fait qu'une inflation faible n'est pas forcément contradictoire avec l'existence de prix élevés (très récemment, la contribution de l'énergie à l'inflation européenne a été négative alors que les prix de l'énergie restent très élevés par rapport aux années pré-covid). Le livre détaille ensuite les trois principales théories des causes de l'inflation : l'inflation par la monnaie, l'inflation par la demande et l'inflation par les coûts. La première indique que l'excès de création monétaire par rapport à la production fait monter les prix. La deuxième indique que lorsque l'activité économique passe au-dessus de son potentiel, elle engendre des tensions sur les prix. Enfin, la troisième indique que la hausse du prix d'inputs nécessaires à la production (typiquement, l'énergie et les salaires) fait monter le niveau général des prix. Dans la réalité, aucune de ces trois théories ne suffit pour expliquer les fluctuations de l'inflation mais celles-ci se complètent bien et trouvent tour à tour de la perti-

nence en fonction du contexte. Certaines périodes historiques célèbres de hausses ou de baisses des prix peuvent s'expliquer par l'une ou l'autre de ces théories. Dans le cas particulier de la poussée d'inflation de 2022 et 2023, les trois théories jouent chacune un rôle. Par ailleurs, les phases célèbres d'inflation trop élevée ou trop faible ont souvent débouché sur la création de termes en « flation » : hyperinflation, déflation, désinflation, stagflation, shrinkflation ou encore greedflation. Le livre apporte aussi un éclairage sur ces termes afin de clarifier les choses. L'époque actuelle évoque un peu la « stagflation » des années 1970. La stagflation désigne une phase prolongée d'inflation élevée et de croissance économique déprimée, voire de récession, associée à un chômage important. Cette configuration est atypique car il est peu courant que l'inflation et le chômage soient élevés en même temps. Le terme de stagflation est surtout associé aux années 1970 et au début des années 1980, qui avaient été marquées par les chocs pétroliers de 1973 et 1979. À l'époque, la forte hausse du prix de l'essence avait fait fortement augmenter l'inflation dans les pays développés et avait dans le même temps fortement pénalisé l'activité économique. C'est notamment parce qu'elle a été provoquée par une forte hausse des prix de l'énergie que la poussée d'inflation de 2022 et 2023 a été comparée à la période de stagflation des années 1970. Cependant, il s'agit actuellement d'une forme de stagflation édulcorée puisqu'en dépit de la morosité économique, le chômage n'a pas monté de façon significative. Le fait que le marché du travail ait aussi bien tenu le choc s'explique très vraisemblablement par le vieillissement de la population et les pénuries de main d'œuvre auxquelles il donne naissance.

Lorsque l'inflation est trop faible ou trop élevée, c'est aux banques centrales que revient la tâche d'agir. Il est donc

important de rappeler le fonctionnement des banques centrales. Dans le cadre de leur mission de maintien de la stabilité des prix, leur principal levier est le pilotage des taux d'intérêt de court terme qui sont appliqués par les banques, qui ont des conséquences directes pour l'économie et donc pour l'inflation. Mais il leur est arrivé aussi d'employer des politiques « non conventionnelles » dans les années 2010 afin de lutter contre l'inflation trop basse et contre le risque de déflation. Le livre accorde évidemment une attention particulière à la Banque centrale européenne.

L'inflation, directement liée aux autres grandes questions de société

Un livre sur l'inflation ne peut pas faire l'impasse sur l'évolution des prix immobiliers et sur celle des prix des actifs boursiers. Il consacre donc quelques chapitres à ces autres formes d'inflation. En effet, si l'évolution des prix immobiliers n'est pas directement prise en compte dans l'inflation, elle est extrêmement importante pour la population puisque l'achat d'un logement est pour quasiment tout le monde le plus gros achat qui sera effectué au cours d'une vie. Pour cette raison, il est important de passer en revue les facteurs qui jouent sur leur évolution : démographie, revenus des ménages, niveau des taux d'intérêt, incitations fiscales, coûts de construction, disponibilité et coût des terrains. Enfin, il est important de souligner que l'évolution de l'inflation est intimement liée à de grandes questions de société, comme le changement climatique, la transition énergétique, la mondialisation et les questions de souveraineté économique, les évolutions démographiques, la santé publique, la digitalisation ou encore les phénomènes de stérilisation.

Prenons le cas de la mondialisation.

Que l'on voit celle-ci d'un bon œil ou non, elle est omniprésente car une grande partie des biens que nous consommons est fabriquée soit à l'étranger, soit à partir de composants fabriqués à l'étranger. Les mutations de la mondialisation ont donc des répercussions importantes sur la dynamique des prix. Elle a clairement pesé sur l'inflation à la fin du XXe siècle et jusqu'à la crise du covid en 2020. La mondialisation a souvent été pointée du doigt par les banques centrales pour expliquer la (trop) faible inflation lors des années 2010. En réalité, elle a rendu l'inflation beaucoup moins volatile car elle a joué un rôle d'« absorbeur de chocs » sur les dernières décennies : la main-d'œuvre disponible au niveau mondial est devenue si abondante et les capacités de production si larges que même les périodes de forte augmentation de la demande n'ont pas conduit à des pressions haussières persistantes pour les prix et les salaires. Depuis la crise covid, le lien entre la mondialisation et les prix n'est plus aussi clair et les bouleversements des échanges commerciaux internationaux ont parfois mené à des hausses de prix significatives. De nombreux secteurs ont fortement pâti dans la durée de pénuries de composants. Un exemple frappant est celui de l'automobile, qui a souffert du manque de semi-conducteurs et d'autres pièces. La production de voitures s'est effondrée dans de nombreux pays et les prix se sont envolés. C'est notamment ce qui a amené la présidente de la BCE Christine Lagarde à déclarer : « Il y a des signes que l'économie mondiale devienne de plus en plus une source de chocs pour l'Europe, plutôt qu'un stabilisateur contre la volatilité. [...] À l'avenir, la volatilité importée devrait augmenter, pas baisser. »

* « L'inflation, c'est quoi ? Pourquoi les prix montent », aux éditions De Boeck Supérieur

Source : <https://variances.eu/>



MAURITANIE

Chariot achève l'étude de faisabilité du projet d'hydrogène Nour et confirme son potentiel

En dehors de ses importantes réserves prouvées de gaz naturel, la Mauritanie dispose d'un grand potentiel en termes d'hydrogène vert, confirmé par des études et qui offre au pays la possibilité de s'imposer sur le marché de l'énergie du futur. Le groupe énergétique Chariot, a annoncé le 11 mars l'achèvement de l'étude de faisabilité du projet d'hydrogène vert à grande échelle « Nour » en Mauritanie. L'étude qui confirme « le potentiel de classe mondiale » du projet et inclut la planification de la première phase pour l'approvisionnement national et le développement de l'exportation, a été présentée au gouvernement mauritanien. Pour rappel, le projet Nour est détenu à parts égales par Chariot Green Hydrogen, filiale à 100 % de Chariot, et TE H2, société détenue conjointement par TotalEnergies et le groupe EREN. Il est développé avec le soutien du ministère mauritanien du Pétrole, de l'Énergie et des Mines. En mai 2022, Chariot avait annoncé que l'étude de pré-faisabilité (EPF) pour le projet a été achevée et qu'un accord-cadre avait été signé. Des accords de plusieurs milliards \$ ont été signés autour de l'hydrogène avec d'autres industriels pour d'autres mégaprojets en parallèle à celui de Nour.

TUNISIE

La récolte des fraises estimée à 20 mille tonnes

La récolte de fraises dans le gouvernorat de Nabeul, qui assure près de 90% de la production nationale, devrait atteindre, au cours de cette saison, 20 mille tonnes, contre 16 mille tonnes au cours de la saison écoulée, rapporte l'agence TAP citant une source locale.

Les surfaces réservées à la culture de fraise dans les délégations de Korba, Béni Khiair et Dar Chaâbane El Fehri sont estimées à 380 hectares (ha) sur un total de 478 ha des surfaces programmées. Une baisse du rendement dans la culture du fraisier a été enregistrée l'année dernière. Elle est expliquée par le changement climatique et le manque de pluie. Les agriculteurs producteurs des fraises ont souffert, en effet, d'un certain nombre de problèmes, au cours des dernières saisons, notamment, le manque d'eau et la hausse des coûts de production résultant des prix élevés des produits agricoles et des pépinières. La saison actuelle se poursuivra sur 6 mois ce qui permettra d'offrir 200 mille jours de travail pour les mains d'œuvres à l'intérieur et l'extérieur du gouvernorat de Nabeul.

4200 tonnes d'oranges maltaises exportées depuis janvier

Le processus d'exportation des oranges maltaises, entamé depuis le 13 janvier

2024, se poursuit dans le gouvernorat de Nabeul où 4200 tonnes d'oranges ont été exportées sur une récolte d'environ 140 mille tonnes, rapporte l'agence TAP citant une source locale. La même source a affirmé que les quantités prévues à l'exportation d'ici la fin de la saison agricole en cours, avoisinent les 10.000 tonnes d'oranges maltaises, à raison de 600 tonnes par semaine, notant que la régression du volume de la récolte, a affecté le processus d'exportation, principalement vers le marché européen, en l'occurrence le marché français. Le volume d'exportation au cours des dernières saisons, a dépassé 13 mille tonnes, à l'exception de l'année dernière au cours de laquelle, les quantités exportées n'ont pas dépassé 7 mille tonnes en raison d'une baisse significative de la production. Dans ce contexte, la production des agrumes dans le gouvernorat de Nabeul devrait dépasser les 460.000 tonnes, contre 300.000 tonnes lors de la saison précédente, soit une augmentation d'environ 60%.

Hausse de la production des olives de table La production totale des olives de table dans le gouvernorat de Ben Arous, durant la campagne agricole 2023-2024 est estimée à 1100 tonnes, soit une augmentation de presque 57 % par rapport à la saison écoulée, selon un rapport publié par le commissariat régional au développement agricole (CRDA). Le nombre total des oliviers destinés à la production d'olives de table dans la région s'élève à 29 mille 650 pieds, répartis sur 6 mille 10 arbres en pluvial et 23 mille 550 arbres en irrigué. Pour les oliviers destinés à la transformation en huile d'olives, ils ont atteint cette saison, 546 mille 500 pieds, divisés entre 373 mille arbres en pluvial et 173 mille 500 arbres en irrigué. Les oliveraies représentent 18 % des superficies agricoles dans le gouvernorat de Ben Arous, et 40% des superficies totales consacrées aux arbres fruitiers dans la région où les quantités de margine sont collectées et versées dans l'ancienne décharge de Bourbiaa.

POUR FINANCER SES MÉGAPROJETS

L'Arabie saoudite s'endette

Les pétrodollars ne suffisent plus pour maintenir le rythme des investissements nécessaires à « Vision 2030 », l'immense plan de diversification économique du royaume. Avec cinq programmes pharaoniques en développement, dont la ville futuriste de Neom, qui devrait engloutir 500 milliards de dollars (environ 461 milliards d'euros), et une frénésie d'investisse-

ments à plusieurs dizaines de milliards de dollars dans de nouveaux secteurs comme le tourisme, les loisirs, les jeux vidéo ou encore les énergies renouvelables, l'Arabie saoudite a besoin de liquidités. Le royaume doit recourir à l'emprunt pour mener à bien le plan de diversification économique promu par le prince héritier Mohamed Ben Salman, la « Vision 2030 ». A mesure que cet horizon ap-

proche, Riyad accroît sa prise de risque financière pour tenir le calendrier. Les pétrodollars ne suffisent plus, avec un baril de brut autour de 80 dollars. Et les investissements directs étrangers restent loin des objectifs, à 33 milliards de dollars par an contre 100 milliards escomptés. Les risques restent néanmoins calculés pour le royaume, dont la dette publique est faible à 26,5 % du PIB en 2023 (contre 65 %

en Allemagne, 112 % en France) et la marge de manœuvre budgétaire importante. Courroie de cette diversification économique, le Fonds souverain saoudien (Public Investment Fund – PIF) a été en 2023 le plus actifs des fonds au monde. Avec 31,5 milliards de dollars investis dans 49 acquisitions, il a réa-

lisé à lui seul un quart des 124 milliards de dollars d'investissements des fonds souverains, selon le cabinet d'expertise Global SWF. Le PIF gère aujourd'hui plus de 700 milliards de dollars d'actifs, dont près du quart à l'étranger. Selon le Wall Street Journal, ces investissements ont fait chuter sa trésorerie à 15 milliards de dollars en septembre 2023.

LA NOUVELLE INITIATIVE DU LIBAN FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE

Une évolution ou un pari risqué ?

Dans un contexte de crise économique profonde, marquée par une inflation galopante et une érosion dramatique du pouvoir d'achat, le Liban fait face à des défis sans précédent. Le Conseil des Ministres (COM) a approuvé un nouveau paquet de salaires publics, rétroactif au 1er décembre 2023, dans une tentative audacieuse de stabiliser la situation financière des employés du secteur public et des retraités. Ce nouveau paquet salarial propose une augmentation substantielle des revenus pour les employés publics et les retraités, multipliant par trois le salaire de base pour

tous les retraités ainsi que pour les membres actifs des forces de sécurité et armées, et par deux pour les membres actifs des administrations publiques. Cette mesure porte le total des salaires à neuf fois le salaire de base. Parmi les mesures supplémentaires, on note une allocation minimale de 8 millions de livres libanaises (LBP) pour les retraités, une allocation de transport de 9 millions de LBP pour les membres des forces de sécurité, et une allocation variant entre 8 et 16 réservoirs d'essence pour les membres des administrations publiques, en fonction de leur grade. De plus, une allocation de pro-

ductivité mensuelle comprise entre 150 et 250 USD est également prévue. Cependant, cette générosité a un coût. L'augmentation des salaires devrait coûter environ 3 trillions de LBP, portant la masse salariale mensuelle totale à environ 10 trillions de LBP. Ces dépenses, qui seront effectuées en USD, représenteront un défi majeur pour la Banque du Liban (BDL), notamment dans un environnement politique et sécuritaire instable. La réussite de cette initiative dépendra largement de la capacité du pays à attirer des flux de devises (provenant des remises, du tourisme, des organisations internatio-

nales, etc.) et à augmenter les recettes fiscales. Cette stratégie salariale, bien qu'ambitieuse, est loin d'être une solution miracle. Elle survient après le désastreux paquet de hausse salariale de 2017, qui avait vu une augmentation de 50 à 100% des salaires publics, contribuant à l'augmentation de la dette publique, à la perte de réserves en devises étrangères et à l'aggravation de la crise actuelle. La question demeure : cette nouvelle initiative marquera-t-elle un tournant dans la gestion de la crise économique au Liban, ou ne fera-t-elle qu'ajouter à la complexité des défis à relever?

POUR PROMOUVOIR DES TECHNOLOGIES AGRICOLES
CLIMATO-INTELLIGENTES EN AFRIQUE

La Banque mondiale décaisse 40 millions \$

Le financement soutiendra notamment la validation d'innovations agricoles dans le cadre d'expériences pilotes, la production et le partage de connaissances ainsi que la création d'un pôle régional pour les engrais et la santé des sols en Afrique de l'Ouest.

La Banque mondiale a annoncé, dans un communiqué publié le vendredi 8 mars 2024, le décaissement d'un don de 40 millions de dollars en faveur du projet AIC-CRA (Accélérer l'impact de la recherche climatique en Afrique), en vue de promouvoir des technologies agricoles climato-intelligentes et de renforcer la sécurité alimentaire en Ethiopie, au Ghana, au Kenya, au Mali, au Sénégal et en Zambie. Le projet AICCRA est piloté par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (Consultative Group on International Agricultural Research/ CGIAR), un partenariat global qui réunit des organisations internationales œuvrant dans la recherche sur la sécurité alimentaire.

Le nouveau financement de la Banque mondiale facilitera la validation d'innovations agricoles dans le cadre d'expériences pilotes, la production et le partage de connaissances et le renforcement des partenariats pour la prestation de services dans les pays bénéficiaires. Il soutiendra également la création d'un pôle régional pour les engrais et la santé des sols en Afrique de l'Ouest, dans le but d'améliorer la fertilité agricole et la résilience climatique à long terme dans la sous-région. La Banque mondiale a par ailleurs précisé que d'autres partenaires ont fait part de leur volonté de soutenir le projet AICCRA. La Fondation Bill et Melinda Gates prévoit ainsi de fournir un financement parallèle de 18,8 millions de dollars à l'appui du projet pour

un impact plus important. En outre, l'Office chérifien des phosphates (OCP) apportera 5 millions de dollars en soutien au nouveau pôle dédié à la fertilité des sols. « Ces efforts concertés témoignent d'un engagement commun à relever les défis que posent le changement climatique et la dégradation des sols en Afrique. Les répercussions du changement climatique sur la sécurité alimentaire en Afrique nécessitent des solutions régionales et des partenariats solides pour obtenir des effets durables et réduire la pauvreté sur une planète vivable », a souligné Bouthaina Guermazi, directrice de l'intégration régionale pour l'Afrique et le Moyen-Orient à la Banque mondiale, citée dans le communiqué.

NIGERIA

US Eximbank octroie 196 millions \$ pour la réalisation de 2 projets agroindustriels

Au Nigeria, le gouvernement de l'État du Niger multiplie les coopérations avec le privé pour accroître l'investissement dans l'agroindustrie. L'objectif est de valoriser le potentiel du secteur agricole encore sous-exploité dans cet État qui est le plus vaste du pays. Au Nigeria, Sammy Adigun, président de l'entreprise d'agro-business Niger Foods contrôlée par le gouvernement de l'État du Niger, a signé le 9 mars un accord de coopération avec la firme américaine ReinkeManufacturingCompany spécialisée dans l'irrigation agricole. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur la page Facebook du gouvernement de l'État. Ce nouveau partenariat porte sur la mise en œuvre de 2 projets agroindustriels avec un soutien financier de 196 millions \$ de la part de la Banque d'Import-Export des USA (US Eximbank). Le premier projet sera mis en œuvre dans la zone agroindustrielle de Minna et porte sur l'installation et le développement d'un domaine agricole irrigué de 15 500 hectares dédié à la culture du maïs et du soja. Il prévoit aussi la mise en place d'une unité de transformation de viande bovine. Le second projet sera réalisé dans la zone du gouvernement local de Lavun et concerne l'installation et le développement d'une plantation de canne à sucre sur une superficie totale de 7 400 hectares. « Selon l'accord, le gouvernement de l'État du Niger fournira entre autres les terres et un environnement socioéconomique propice à la mise en œuvre des projets, tandis que la société d'irrigation fournira les équipements agricoles », souligne le communiqué. Déjà en février dernier, l'entreprise Niger Foods avait signé un bail de 50 ans pour exploiter 10 000 hectares de terre agricole dans la zone du gouvernement local de Bida.

DETTE SOUVERAINE DE L'AFRIQUE

Un rapport propose des réformes concrètes pour une plus grande équité

Les récentes annonces concernant l'Afrique sur le marché international de la dette par émission de titres publics relancent toute la pertinence d'un rapport rédigé en juin 2023 par l'African Sovereign Debt Justice Network (AfSDJN) sur le besoin de réformer l'architecture mondiale de la dette. Lors de sorties de la Côte d'Ivoire et du Bénin, les taux d'intérêts bas ont surpris les analystes. De même que les rendements qui reculent sur les eurobonds du Nigeria. Cependant, la sortie du Kenya et l'évolution des rendements sur les eurobonds de l'Égypte rappellent que l'Afrique reste une région marginalisée sur le marché international des capitaux. Une situation qui est parfois perçue comme une injustice, alors même que les dirigeants de la région font des efforts pour redresser leurs économies mises à mal par une succession de crises dont ils ne sont pas vraiment responsables. En juin 2023, l'African Sovereign Debt Justice Network (AfSDJN) a publié un ouvrage proposant des réformes pour l'architecture mondiale de la dette pour une plus grande équité et transparence. Dans son rapport, l'AfSDN proposait plusieurs réformes pour plus d'équité et de transparence dans la ma-

nière dont sont fixés les prix de la dette souveraine des pays africains. Le document insiste notamment sur la création d'un cadre juridique multilatéral pour la restructuration de la dette souveraine et une réforme visant à renforcer la transparence et l'équité dans le système de notation de crédit.

Cadre juridique multilatéral : une nécessité pour la restructuration de la dette

La création d'un cadre juridique multilatéral, proposé dans le rapport de l'AfSDN vise à résoudre le problème de la gestion inéquitable et inefficace de la dette souveraine africaine. S'appuyant sur une résolution de l'ONU de 2014, cette proposition suggère l'établissement d'un cadre juridique international pour rendre les processus de restructuration de la dette souveraine plus équitables. Le document insiste notamment sur la création d'un cadre juridique multilatéral pour la restructuration de la dette souveraine et une réforme visant à renforcer la transparence et l'équité dans le système de notation de crédit. Face à une dette publique africaine qui, selon la Banque Africaine de Développement, a grimpé à environ 70 % du PIB en 2021, un tel cadre serait un

outil contraignant pour tous les créanciers, y compris les acteurs privés, favorisant des négociations plus équilibrées et prévenant les litiges coûteux.

Amélioration de la transparence et de l'équité dans le système de notation de crédit

Une autre proposition formulée porte sur un changement radical des critères d'évaluation des agences de notation. L'idée est de créer un marché africain de la pension livrée ou la Facilité de Liquidité et de Durabilité (FLD) comme solution aux besoins ponctuels de liquidité des pays africains. « Même si la FLD se concentre sur [le règlement des problèmes de] liquidité, son succès restera limité pour la plupart des économies africaines. Tant que les modalités d'emprunt resteront liées aux modèles classiques d'évaluation des risques et de garanties, ces pays, victimes d'une perception déficiente par les systèmes actuels, resteront pénalisés », peut-on lire dans le document. « Les pays africains pourraient économiser jusqu'à 74,5 milliards de dollars si les notations de crédit étaient basées sur des évaluations moins subjectives ».

Cette proposition reflète les conclusions d'une autre étude publiée par le PNUD en avril 2023 sur le rôle des notations souveraines dans la réduction du coût des emprunts en Afrique. Selon l'étude, « les pays africains pourraient économiser jusqu'à 74,5 milliards de dollars si les notations de crédit étaient basées sur des évaluations moins subjectives ». « Cela leur permettrait, à leur tour, de rembourser le principal de leur dette intérieure et extérieure et de dégager des fonds pour investir dans le capital humain et le développement des infrastructures », explique le PNUD dans le communiqué présentant son étude. Contexte global Bien que les suggestions pour une réforme de l'architecture financière mondiale ne soient pas nouvelles, celles proposées par l'ouvrage de l'AfSDJN sont émises dans un contexte marqué par une série de crises mondiales, qui ont provoqué ou accentué les tensions dans les budgets des États, notamment ceux d'Afrique. Si le marché international des capitaux a servi de levier pour plusieurs pays de la région, la possibilité d'y recourir reste assez limitée pour les Africains, qui font face à de courtes maturités et des taux d'intérêt élevés.

POINT-MARCHÉS

Hausse en vue en Europe avant l'inflation américaine

Les principales Bourses européennes sont attendues en baisse lundi, les investisseurs étant susceptibles de continuer à s'éloigner des actifs risqués dans un contexte d'incertitude après les données mitigées sur l'emploi américain et en l'absence de catalyseur pour la séance du jour alors qu'une série d'indicateurs seront publiés à partir de mardi.

Les principales Bourses européennes sont attendues en hausse mardi avant la publication des chiffres mensuels des prix à la consommation aux Etats-Unis qui doivent, aux yeux des investisseurs, confirmer le reflux des pressions inflationnistes, ce qui renforcerait la perspective d'une baisse prochaine des taux directeurs. D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,56% à l'ouverture et battre son record de 8.048 points atteint le 8 mars. Le Dax à Francfort pourrait avancer de 0,46%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait prendre 0,91%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,49%. Le secteur des nouvelles technologies devrait alimenter l'optimisme des marchés après les solides résultats trimestriels d'Oracle, dont le titre a bondi de 12% en après-Bourse à Wall Street. Le spécialiste des bases de données a en outre promis une annonce conjointe dans la semaine avec Nvidia, le géant des puces et de l'intelligence artificielle, une thématique qui porte les marchés depuis des mois. Côté macroéconomie, l'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis sera publié à 12h30 GMT et le consensus Reuters prévoit une stagnation sur un an en février à 3,1% après une hausse de même ampleur en janvier. L'inflation "core" CPI, qui exclut les éléments volatils, pourrait décélérer à 3,7% en rythme annuel après 3,9% en janvier. Cette statistique, même si elle n'est pas la plus suivie par la Réserve fédérale améri-

caine (Fed), pourrait conforter le scénario d'une baisse des taux en juin de 25 points de base, la probabilité d'une telle décision étant actuellement de 70%. En zone euro, où les contrats à terme montrent également une possibilité de baisse des taux de la Banque centrale européenne (BCE) en juin, l'Allemagne, première économie du bloc, a confirmé un ralentissement de l'inflation à 2,7% sur un an en février, un chiffre conforme aux attentes.

A Wall Street
La Bourse de New York a fini en ordre dispersé lundi, les marchés ayant opté pour des prises de bénéfice après les récents records sur les indices et avant la publication des prix à la consommation. L'indice Dow Jones a gagné 0,12%, ou 46,97 points, à 38.769,66 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 5,75 points, soit 0,11% à 5.117,94 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 65,84 points (0,41%) à 16.019,274. Aux valeurs, l'action de Boeing a cédé 3% après qu'Alaska Airlines a déclaré samedi collaborer à l'enquête du département américain de la Justice au sujet de l'incident relatif à la perte d'une porte bouchée sur un 737 MAX de l'avionneur. Les titres des fabricants de semi-conducteurs ont continué leurs baisses: Nvidia a chuté de 2%, Advances Micro Devices a perdu 4,3% et Broadcom a baissé de 1,2%.

EN ASIE
A la Bourse de Tokyo, le Nikkei a reflué de 0,06% à 38.797,51 points, sur fond de fermeté du yen et de prises de bénéfices, l'indice ayant gagné 16% depuis le début de l'année. Le Topix, plus large, a cédé 0,36% à 2.657,24 points. Les poids lourds de la cote comme Tokyo Electron et SoftBank Group ont reculé respectivement de 1,72% et de 0,66%. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) prend 0,80%, à un plus haut de sept mois, grâce notamment à l'indice Hang Seng (+2,91%) à Hong Kong. En Chine, le SSE Composite de Shanghai a reflué de 0,41%, tandis que et le CSI 300 a avancé de 0,23%.

Changes
Le yen s'affiche à 147,35 pour un dollar alors que les contrats à terme indiquent désormais avec une probabilité de 50% que la Banque du Japon (BoJ) va sortir des taux négatifs lors de sa réunion des 18 et 19 mars, même si certains observateurs estiment encore qu'il faudra peut-

être attendre la réunion du 26 avril. Le dollar grignote 0,02% face à un panier de devises de référence, après L'euro se négocie à 1,0934 dollar (+0,07%) et la livre sterling s'échange à 1,2803 dollar (-0,07%).

Taux
Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est stable, à 4,0963%, comme la veille, après avoir décliné pendant quatre séances d'affilée. Le rendement du Bund allemand de même échéance s'affiche à 2,3%, également pratiquement stable, après un gain de trois points de base lundi.

Pétrole
Les cours du pétrole montent légèrement avec les tensions géopolitiques au Moyen-Orient mais les gains sont limités par la perspective d'une demande plus faible et d'une offre croissante de la part des producteurs extérieurs à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Le Brent progresse de 0,49% à 82,61 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 0,41% à 78,25 dollars.

PORTÉE PAR LA TECH

La Bourse de Hong Kong ferme en hausse de plus de 3%

Le Hang Seng, principal indice de la Bourse de Hong Kong, a terminé la séance en hausse de plus de 3% mardi, porté par les valeurs technologiques, alors que les courtiers attendent la publication des chiffres de l'inflation américaine. L'indice de Hong Kong a gagné 3,05% à 17.093,50 points sur la séance. Le marché hongkongais est en hausse pour la troisième séance d'affilée grâce aux progressions des mastodontes du com-

merce électronique JD.com et Alibaba, tandis que le géant de l'électronique Xiaomi a bondi de plus de 10% après avoir annoncé qu'il commencera à commercialiser son premier véhicule électrique d'ici la fin du mois. Les investisseurs surveillent aussi de près la publication de l'indice des prix à la consommation américain de février, après une hausse surprise en janvier qui a érodé les espoirs que la banque centrale commence à baisser ses

taux directeurs rapidement. Les chiffres qui doivent être publiés mardi pourraient cependant indiquer un nouveau ralentissement de l'inflation, donnant ainsi à la Réserve fédérale une marge de manœuvre pour réduire les taux d'intérêt. Une hausse plus importante que prévu de l'inflation chinoise le mois dernier a également apporté un certain soutien, apaisant les inquiétudes sur la santé de la deuxième économie mondiale.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Mars 2024					
Valeur : 13 Mars 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3030	134.3180
1	EUR	EURO		146.9275	146.9573
1	GBP	POUND STERLING		172.4708	172.5122
100	JPY	JAPANESE YEN		91.5369	91.5534
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6997	18.7026
1	CHF	SWISS FRANC		153.3314	153.4186
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.6165	99.6646
1	DKK	DANISH KRONE		19.7087	19.7124
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.1436	13.1479
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8797	12.8840
1	AED	UAE DIRHAM		36.5610	36.5730
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8055	35.8153
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.3266	437.5179
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2377	43.6722
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3851	13.3866
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8845	28.0279
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5362	3.5365
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.2743	179.2743

CAC40 : Du vert attendu à l'approche du CPI américain

En hausse d'environ 0,2%, les futures sur le CAC40 présagent des gains timides à Paris, pour entamer une séance devant être dominée, en milieu de journée, par l'indice des prix à la consommation (CPI) américain pour le mois écoulé. 'La hausse du CPI est attendue à 0,4% en rythme mensuel. Si tel est le cas, cela confirmerait un affermissement de l'infla-

tion au premier trimestre', prévient Oddo BHF, pour qui cette statistique 'a de quoi être un gros market mover'. Le bureau d'études rappelle que l'inflation sous-jacente tend à se redresser et son niveau, au voisinage de 4% l'an, 'n'est pas un confortable pour la Fed', qui 'a confirmé que son scénario central était de baisser ses taux en 2024, mais pas tout de suite'.

A titre indicatif, Jefferies anticipe pour tout à l'heure l'annonce d'un taux d'inflation annuel en hausse de 0,1 point à 3,2% en données brutes, mais en repli de 0,2 point à 3,7% en données sous-jacentes (hors énergie et alimentation). Dans l'actualité des valeurs, Accor a conclu un contrat d'achat d'actions visant à racheter un bloc de sept millions de ses propres actions -représentant 2,77% de

son capital- auprès de Jinjiang International, pour un montant de 275 millions d'euros. Séché Environnement a dévoilé un résultat net part du groupe de 6,13 euros par action pour son exercice 2023, en progression de 23,2%, et proposera à ce titre un dividende annuel de 1,20 euro par action (contre 1,10 euro au titre de 2022).

INDE

La croissance manufacturière est restée forte, l’inflation diminue

L'activité industrielle en Inde a de nouveau connu une croissance robuste, l'amélioration de la demande et la réduction de l'inflation des coûts des intrants ayant stimulé la production et renforcé la confiance des entreprises, selon une enquête privée.

L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier compilé par S&P Global a légèrement baissé à 56,2 en août, contre 56,4 en juillet, mais est resté au-dessus de la barre des 50 qui sépare la croissance de la contraction pour le 14e mois consécutif. Il s'agit de la deuxième meilleure lecture de l'indice depuis novembre dernier et elle est supérieure aux attentes du sondage Reuters qui prévoyait 55,0. "Cette solide performance a été complétée par un quatrième ralentissement mensuel consécutif du taux d'inflation du coût des intrants, qui a atteint son niveau le plus bas en un an, dans un contexte de pressions moins fortes exercées par les prix des produits de base", a observé Pollyanna De Lima, directrice associée à l'économie chez S&P Global Market Intelligence. La baisse des prix de certaines matières premières comme l'aluminium et l'acier a contribué à modérer les pressions inflationnistes. Cependant, bien qu'elle se soit refroidie pour un quatrième mois, l'inflation du coût des in-

trants est restée largement conforme à sa moyenne à long terme. L'inflation élevée a été une préoccupation pour les entreprises et a pesé sur le portefeuille des consommateurs, frappant la demande. Pour tenter de lutter contre l'inflation, la Reserve Bank of India (RBI) a commencé à relever les taux d'intérêt en mai à partir d'un plancher pandémique et devrait procéder à d'autres augmentations au cours de cette année fiscale, selon un sondage Reuters. [ECILT/IN] La troisième plus grande économie d'Asie a connu une croissance de 13,5 % en glissement annuel au cours du trimestre avril-juin - le rythme le plus rapide en un an, mais inférieur à la prévision de 15,2 % retenue dans un sondage Reuters. Toutefois, les économistes ont déclaré que la croissance devrait perdre de son élan au cours des prochains trimestres, les taux d'intérêt plus élevés refroidissant l'activité économique. Les entreprises ont à nouveau augmenté leurs prix de vente, répercutant une partie de l'augmentation des coûts de trans-

port, de la main-d'œuvre et des matériaux sur les clients. Toutefois, la hausse a été marginale. Le sous-indice des nouvelles commandes a atteint son plus haut niveau depuis 9 mois grâce à une augmentation de la demande sous-jacente, tandis que le rythme d'expansion de la production a été le plus fort depuis novembre. La demande internationale, qui est en territoire expansif depuis mars, a augmenté de manière significative le mois dernier par rapport à juillet. Les attentes des entreprises se sont nettement améliorées en août grâce à de solides prévisions de ventes, ce qui a fait grimper l'indice à son plus haut niveau depuis août 2016. "Les inquiétudes liées à l'inflation, qui avaient freiné le sentiment vers le milieu de l'année, semblent s'être complètement dissipées en août, comme en témoigne le bond de la confiance des entreprises, qui a atteint son plus haut niveau en six ans", a ajouté Mme De Lima. Les embauches dans le secteur manufacturier sont restées discrètes.

PAKISTAN

Baisse de l’inflation en février à 23,1%

Selon la Banque centrale (SBP - State Bank of Pakistan), malgré l'augmentation des prix de l'essence, l'indice des prix à la consommation (IPC) a baissé de 5,2 points de pourcentage en raison de la baisse des prix sur les produits agricoles liée à de bonnes récoltes. La SBP relève cependant son objectif en matière d'IPC pour la fin de l'année budgétaire à 23-25 %, par rapport à une projection précédente de 20-22 %.

Les commentateurs indiquent que les prochaines enchères de bons du Trésor pourraient être proposées à un taux d'intérêt de l'ordre de 19-20 % et que la SBP pourrait baisser son taux directeur (actuellement à 22%) lors de son comité de politique monétaire du 18 mars. La dette extérieure a augmenté de 1,2 Md USD au cours

du premier trimestre de l'année budgétaire en cours. De source officielle pakistanaise (rapport trimestriel sur l'aide économique étrangère), la dette publique extérieure du Pakistan a atteint 86,358 Mds USD au 30 septembre 2023. Au premier trimestre de l'année 2022/2023, le solde des prêts dont le Pakistan a bénéficié s'est élevé à 1,97 Mds USD (nouveaux prêts étrangers : 3,5 mil-

liards de dollars moins remboursements de 1,5 Md USD). Au 30 septembre 2023, 64% de la dette publique extérieure totale provenait de sources multilatérales et bilatérales à des conditions concessionnelles. On observe une accélération de l'endettement extérieur : de juillet à septembre 2022, le pays avait reçu 2,2 Mds USD de prêts et remboursé 2,06 Mds USD.

BANGLADESH

Lancement d’un appel d’offres pour l’exploration pétrolière et gazière offshore

Le Bangladesh lancera un appel d'offres international pour l'exploration pétrolière et gazière dans 24 blocs du golfe du Bengale le 10 mars, afin de stimuler la production nationale d'énergie, a déclaré mardi à Reuters le président de l'entreprise publique Petrobangla. Le Bangladesh est confronté à des pénuries d'énergie, ses réserves de gaz s'épuisant rapidement et les prix des carburants ayant grimpé après la guerre en Ukraine. "La date limite de soumission des offres pour les 24 blocs offshore sera la première semaine de septembre et, après évaluation, nous espérons finaliser les accords d'ici la fin de l'année", a déclaré ZanendraNathSarker.

"Nous prévoyons de réduire les pénuries d'approvisionnement afin de permettre aux centrales électriques au gaz et aux industries de continuer à fonctionner", a-t-il déclaré lors d'un entretien avec Reuters dans son bureau. Petrobangla prévoit également d'importer 48 cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) sur le marché au comptant cette année, après approbation du gouvernement, contre 23 cargaisons l'année dernière, en dehors des cargaisons provenant d'accords à long terme, a déclaré M. Sarker. Cinq cargaisons provenant du marché au comptant seront importées en avril, tandis que sept cargaisons ont été importées au cours des deux derniers mois, a-t-il ajouté.

"Nous avons également pris des initiatives pour forer 100 nouveaux puits de gaz dans le pays entre 2025 et 2028 afin de stimuler la production locale", a-t-il déclaré. Cette initiative intervient alors que les réserves de gaz de ce pays d'Asie du Sud devraient être complètement épuisées d'ici 2033 si aucune nouvelle découverte majeure n'est faite. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Bangladesh a du mal à payer les importations de pétrole et de gaz en raison de la diminution des réserves locales, ce qui l'a contraint à se tourner l'année dernière vers le Fonds monétaire international pour obtenir un renflouement de 4,7 milliards de dollars. "La crise du dollar de ces derniers

temps est un problème mondial. Mais le gouvernement donne la priorité aux secteurs de l'énergie et de l'électricité. Ce ne sera donc pas un obstacle", a déclaré M. Sarker. L'offshore du Bangladesh reste largement inexploré malgré le règlement d'un différend en faveur de Dacca avec les pays voisins, le Myanmar et l'Inde, au sujet de la frontière maritime. Deux blocs en eaux peu profondes font l'objet d'un contrat d'exploration avec une coentreprise d'ONGC Overseas Limited et d'OilIndia Limited, où le forage a récemment commencé, selon des responsables.

175.000 EUROS PAR AN..

Des îles écossaises gonflent les salaires pour attirer médecins et enseignants

Pour attirer des médecins sur ces territoires isolés et peu accessibles, le système de santé britannique choisit d'augmenter les salaires des médecins généralistes de 40%. Le recrutement est difficile dans certaines zones rurales écossaises, et particulièrement sur certains territoires insulaires du pays. C'est le cas d'Uist et Benbecula, deux îles de l'archipel des Hébrides au large de la côte ouest écossaise, qui ont décidé de mettre les moyens pour attirer de nouveaux médecins. Basé à Benbecula, un cabinet de médecine générale a décidé d'offrir 150.000 livres annuels, soit 175.000 euros par an, rapporte la BBC sur son site. Ce cabinet, qui traite notamment les patients d'un groupe de six îles dont Benbecula et Uist, est considéré comme un des cabinets de médecins généralistes les plus isolés du Royaume-Uni. Il couvre une population de 4.700 personnes. Un salaire 40% plus élevé Ce salaire est 40% plus élevé que le salaire moyen proposé aux médecins généralistes en milieu rural. Et il complété par un bonus pouvant aller jusqu'à 10.000 livres à l'embauche, soit quasiment 11.700 euros, et d'un remboursement des frais d'installation. Cette politique salariale avantageuse résulte d'une stratégie du système de santé national britannique (NHS) local des Hébrides extérieures, aussi appelées Western Isles, visant à attirer de nouveaux professionnels de santé. Même si ce poste représente l'opportunité de travailler dans l'un des "endroits les plus beaux et les plus idylliques du Royaume-Uni", selon le conseil de la santé, la rémunération est aussi une manière de les récompenser en raison du caractère isolé de ces territoires.

PORSCHE TAYCAN
TURBO GT

Le cap des 1000 ch est franchi

Au récent facelift, la Porsche Taycan Turbo GT dotée du Pack Weissach ajoute une sacrée cure de vitamines pour devenir la Porsche de série la plus puissante de l'histoire et reprendre son trône de reine électrique du Nürburgring ! La Porsche Taycan bénéficie d'un lifting en profondeur pour 2024, avec la nouvelle Turbo GT en guise de cerise sur le gâteau. Le nouveau modèle phare libère l'énorme potentiel de performance de la berline sportive électrique. En effet, la puissance du système est portée à 580 kW (790 ch), la fonction "push-to-pass" du mode Attack mettant à votre disposition pendant quelques secondes jusqu'à 1108 ch... électriques. Et le couple ? Il peut atteindre 1340 Nm... Dans sa variante "normale", la Porsche Taycan Turbo GT passe de 0 à 100 km/h en 2,3 s et atteint une vitesse de pointe de 290 km/h ; avec le Pack Weissach optionnel, la berline sportive électrique améliore ces valeurs à 2,2 s et 305 km/h. Pour bien évaluer l'augmentation du potentiel de performance, il faut regarder de plus près le sprint de 0 à 200 km/h. La GT n'y réclame que 6,6 s, voire 6,4 s avec le Pack Weissach. En comparaison, la Taycan Turbo S - pourtant pas flemmarde - réclame 7,7 s pour le même exercice. La nouvelle Porsche Taycan Turbo GT est 75 kg plus légère que la Turbo S. Grâce à des mesures d'économie de poids telles que l'utilisation plus abondante de fibre de carbone, les sièges baquets en grande partie en PRFC (Plastique Renforcé de Fibre de Carbone) et la suppression d'éléments de confort tels que le hayon à ouverture électrique. Les jantes forgées à rayons de 21 pouces et les freins en céramique améliorés - avec étriers peints en Victory Gold - permettent également d'économiser quelques kilos. Porsche prend également en main l'aérodynamisme de la Taycan Turbo GT, notamment à l'arrière avec un aileron adaptatif doté d'une lèvre de type "Gurney". La Porsche Taycan Turbo GT n'est pas encore assez extrême pour vous ? Dans ce cas, il vous faut le Pack Weissach en option. Il remplace l'aileron arrière adaptatif par un aileron fixe et ajoute des éléments aérodynamiques supplémentaires, tels qu'un nouveau diffuseur avant et des déflecteurs spéciaux sur le soubassement plat.

MERCEDES-AMG E53 HYBRID 4MATIC+

Le bon compromis ?

Chez Mercedes-AMG, la mode est à l'hybride rechargeable et la nouvelle Classe n'y échappe pas. Avec la nouvelle Mercedes-AMG E53 Hybrid 4Matic+, la firme à l'étoile combine l'élasticité d'un 6 en ligne à la pêche d'un moteur électrique.



Désireuse de mettre en valeur sa technologie hybride qui lui a valu huit titres Constructeurs consécutifs en Formule 1, Mercedes multiplie les versions AMG hybrides rechargeables dans son catalogue. Au tour de la Mercedes-AMG E53 Hybrid 4Matic+ de venir gonfler les rangs de la division sportive de la firme à l'étoile. L'honneur est cependant sauf pour la grande routière qui combien ici un six cylindres en ligne turbo à un moteur électrique pour animer cette 53 branchée. L'affront des quatre-pattes électrifiés de la « famille C » est don évité.

Mercedes-AMG E53 Hybrid 4Matic+ - moteur, spécifications et performances

Sous le capot de cette Classe E sous testostérone, on retrouve un six cylindres en ligne 3,0 l suralimenté développant 449 ch de 5800 à 6100 tr/min et un couple de 560 Nm de 2200 à 5000 tr/min. Il est associé à un moteur électrique fort de 120 ch et 480 Nm pour des valeurs combinées de 585 ch et 750 Nm. Toutefois, lorsque le Launch Control est activé, le conducteur dispose de 612 ch sous le pied droit pour quelques secondes. De quoi passer de 0 à 100 km/h en 4 s en mode normal, 3,8 s avec le boost (4,1 s et 3,9 s respecti-



vement pour la variante break). La vitesse de pointe s'élève à 280 km/h mais se limite à 140 km/h en mode 100 % électrique. Mercedes-AMG annonce une autonomie qui varie de 90 à 101 km (WLTP) en mode « zéro émission » grâce au généreux pack de batteries d'une capacité de 28,6 kWh bruts (21,22 kWh nets).

Mercedes-AMG E53 Hybrid 4Matic+ - le châssis

Pour maîtriser et exploiter cette cavalerie au mieux, Mercedes-AMG dote la 53 Hybrid 4Matic+ d'une transmission intégrale et de quatre

roues directrices, histoire d'assurer une agilité de premier ordre, combinée à la suspension AMG Ride Control qui combine des ressorts en acier et des amortisseurs adaptatifs qui proposent trois réglages différents : Confort, Sport et Sport+. Pour freiner cet engin qui dépasse allègrement les deux tonnes en mouvement, Mercedes-AMG monte des disques ventilés de 370x36 mm pincés par des étriers fixes à quatre pistons à l'avant et de 360x26 mm avec étriers flottants à un piston à l'arrière. Le système de freinage reçoit le concours du système de récupération d'énergie. Mercedes

propose différents modes de conduite : aux « Confort », « Sport », « Sport+ », « Smoothness » et « Individual » s'ajoutent deux programmes de conduite spécifiques à l'hybride : « Electric » et « Battery Hold ».

Mercedes-AMG E53 Hybrid 4Matic+ - Design extérieur et intérieur

Évidemment, qui dit version AMG dit détails de style spécifiques. À commencer par la calandre à lamelles verticales et rétro-éclairage de série, des boucliers aux prises d'air redessinées et plus généreuses tout en favorisant l'aérodynamique de la voiture. Le gain de tonus sous le capot se traduit également par une carrosserie plus musclée. Outre les boucliers plus sportifs, on remarquera les ailes plus larges à l'avant suite à l'élargissement de la voie. Les flancs sont marqués par des événements derrière les roues avant, des jupes spécifiques et des jantes de 19 pouces propres à cette version - des éléments de 20 ou 21 pouces sont proposés en option - tandis que la poupe arbore son traditionnel diffuseur encadré par deux doubles sorties d'échappement. Enfin, la berline



surligne sa malle de coffre d'une lame en carbone (couleur carrosserie sur le béquet de hayon du break) qui accentue le côté sportif du modèle. Dans l'habitacle, les garnitures sont en frêne gris serties d'un logo AMG, les sièges sport AMG sont de série avec une sellerie en Artico/Microfibre Microcut avec surpiqûres contrastées rouge - une sellerie en cuir Nappa figure au rang des options - et les clients qui opteraient pour le Superscreen (en supplément) auront droit à des affichages spécifiques AMG et des menus ex-

L'Audi A3 bénéficie d'un facelift et s'offre une nouvelle variante, puisque la Sportback peut désormais être commandée en version Allstreet.

Dans la foulée des VW Golf et Skoda Octavia

Après les renouvellements de la Volkswagen Golf et de la Skoda Octavia, c'est au tour de l'Audi A3, techniquement très proche, de bénéficier d'un facelift. La carrosserie est un peu plus affûtée grâce à la calandre désormais sans cadre, aux pare-chocs inspirés des modèles RS d'Audi Sport et à l'éclairage de jour LED dont l'affichage est désormais réglable via le système MMI, qui permet de sélectionner quatre séquences d'éclairage diurne différentes. Le lifting de l'Audi A3 introduit également

AUDI A3 Un facelift et une version Allstreet

de nouvelles teintes de carrosserie : District Green et Progressive Red. Plus tard, la gamme accueillera également une teinte mate pour le gris Daytona. Vous avez toujours le choix entre la Berline à quatre portes et la Sportback à cinq portes, mais vous pouvez désormais commander cette dernière en version A3 Allstreet - par analogie avec la variante crossover basée sur l'Audi A1 (qui a fait ses débuts sous le nom de CityCarver).

Audi A3 Allstreet

L'Audi A3 Allstreet se distingue donc par un look aventureux, qui associe des mo-



difications spécifiques de la carrosserie à une suspension surélevée - qui, associée à des roues plus grandes, augmente la garde au sol de 30 mm. La position assise est également un peu plus haute, ce qui donne l'impression d'être au volant d'un SUV. Mais une Allstreet n'est pas une Allroad, et il ne faut pas compter sur la transmission intégrale Quattro. La gamme de moteurs des Audi A3 et A3 Allstreet rafraîchies reste très limitée. Vous avez le choix entre le 35 TFSI (essence 1,5 litre) et le 35 TDI (Diesel 2 litres), tous deux forts de 150 ch transmis aux roues avant via la boîte robotisée à double embrayage S Tronic. Plus tard, la gamme sera élargie à des variantes hybrides rechargeables et à des versions sportives R/S.

Des pirates informatiques russes s'attaquent aux réseaux des ministères français

Des attaques informatiques d'une envergure encore jamais observée et menées par des groupes de pirates pro-russes touchent de nombreux services ministériels français.

Les services numériques de plusieurs services de l'État français sont la cible d'une cyberattaque, qui a débuté le dimanche 10 mars et se poursuit ce lundi 11 mars. Voici ce que l'on sait à son sujet pour l'instant.

Des attaques DDOS

L'équipe du Premier ministre a fait savoir que les attaques reposent sur des modalités techniques classiques, mais dont l'intensité est « inédite ». D'après les informations de BFMTV, il s'agit d'attaques par déni de service (DDOS) qui consistent à bombarder une plateforme de requêtes dans le but de la mettre hors-ligne.

« Une cellule de crise a été activée dès hier soir pour déployer des contre-mesures et garantir la continuité des services informatiques », a communiqué le gouvernement. La direction interministérielle du Numérique (DINUM) et l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ont notamment été mises à contribution pour tenter d'endiguer les attaques. Celles-ci ont déjà été revendiquées par deux groupes de pirates, Anonymous Sudan et NoName057(16). Bien connus du milieu, ils sont réputés pro-russes et sont soupçonnés de viser des cibles désignées par le Kremlin.



10, élections européennes... D'autres attaques à venir !

Les cyberattaques contre la France provenant directement ou indirectement de Russie se sont intensifiées depuis le début de la guerre en Ukraine. En septembre dernier, l'hôpital de Corbeil-Essonnes avait par exemple été victime d'une violation de données orchestrée par le groupe Lockbit. Il y a deux semaines, l'ANSSI alertait sur la multiplication des cyberattaques à l'approche des Jeux olympiques, estimant que les menaces, déjà en hausse

en 2023, devraient encore s'intensifier à l'approche de cet événement. BFMTV rappelle par ailleurs que les élections européennes du 9 juin pourraient, elles aussi, constituer une cible de choix pour les pirates pro-russes. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), évoquait récemment un risque élevé de manipulations étrangères. Il y a quelques semaines, c'est Sébastien Lecornu, le ministre français des Armées, qui tirait la sonnette d'alarme, appelant au renforcement de la cybersécurité de son ministère.

A MOINS DE 200€

Pixel Watch devient une montre connectée très intéressante

Avec cette réduction de -47%, la Google Pixel Watch devient l'un des meilleurs rapports qualité/prix du marché en termes de montre connectée : avec tous ses capteurs, elle analyse votre santé en temps réel jour et nuit et vous pouvez passer vos appels en mode main libre et répondre à

vos messages via l'écran tactile, tout ça sans sortir le smartphone de votre poche. La Pixel Watch est une montre connectée qui fonctionne avec les smartphones Android, qui utilise le système d'exploitation WearOS 3.5 et qui dispose d'un écran rond tactile de 1,2". Elle est dotée de 32 Go de stockage, avec une batterie de

294 mAh pour une autonomie d'utilisation totale de 24h. Elle peut avoir jusqu'à 41 profils maximum, est équipée de 6 capteurs et fonctionne jour et nuit pour surveiller votre santé et vos activités sportives. Quand elle n'est pas en promotion comme aujourd'hui, la Google Pixel Watch coûte normalement 379 €. Mais grâce à

l'offre du jour chez Amazon, vous pouvez la commander pour 199 €. Un bon prix avec une livraison bien entendu gratuite et avec un délai de livraison classique puisque vous pouvez l'avoir d'ici à la fin de la semaine. C'est Amazon qui le vend et qui l'expédie, donc pas de soucis quant à la provenance, la garantie, etc.

Brèves

Linux 6.8 disponible

Linus Torvalds a annoncé la disponibilité de la dernière version du noyau Linux : « Il a donc fallu un peu plus de temps qu'attendu pour que le nombre de commits arrive pour cette version », indique le père de la distro open source. « Une grande partie de cela semble concerner diverses mises à jour d'auto-tests (réseau en particulier) et n'ont pas été le signe de réels problèmes ». Pour cette version 6.8 de Linux, le nombre d'objets Git atteint 9,996 millions et sera dépassé pour la prochaine v9. Parmi les plus importantes nouveautés, l'ajout d'un nouveau pilote Xe drm pour les GPU Intel.

Piratage des services de l'Etat

Depuis dimanche soir, plusieurs services de l'Etat, ministères ainsi que du Premier Ministre sont touchés par des cyberattaques dont l'intensité a été qualifiée d'inédite. « Une cellule de crise a été activée dès hier soir pour déployer des contre-mesures et garantir la continuité des services informatiques. A ce stade, l'impact de ces attaques a été réduit pour la plupart des services et l'accès aux sites de l'Etat rétabli », explique Matignon. Les équipes de la Dinum et de l'Anssi sont mo-

bilisées pour mettre en oeuvre des mesures de sécurité adéquates.

Grok bientôt en open source

Elon Musk a annoncé en personne sur X que l'IA générative, Grok serait mis à disposition de la communauté cette semaine. Dévoilée en novembre 2023, elle a été lancée par xAI, start-up créée en juillet 2023 par le milliardaire en réponse à la croissance d'OpenAI. Grok est basée sur le moteur Grok-1, ce dernier accède en temps réel aux données de X (anciennement Twitter)... avec le risque de propager des fausses informations.

TCHERNOBYL Ces mystérieux vers ont réparé leur ADN face aux radiations !

Si la vie a repris ses droits dans la zone contaminée de la centrale de Tchernobyl, animaux et plantes restent sévèrement marqués génétiquement par une exposition continue aux radiations radioactives... sauf de minuscules vers, qui semblent posséder une incroyable capacité de résilience ! Les organismes vivants ont depuis longtemps prouvé leur résistance à des environnements variés, parfois extrêmes, et leur incroyable adaptabilité. Mais il y a une chose que nous avons du mal à supporter : ce sont les radiations radioactives. Mortelles à fortes doses, elles altèrent et endommagent l'ADN lors d'expositions à des taux plus faibles, induisant de multiples mutations. Un effet confirmé par le tragique accident de Tchernobyl. En près de 40 ans, les scientifiques ont en effet pu observer comment une exposition continue aux radiations influence le génome des animaux et des plantes vivant dans la zone d'exclusion, où la radioactivité dépasse largement, aujourd'hui et encore pour plusieurs centaines voire milliers d'années, les taux naturels.

Des petits vers à l'incroyable capacité de résilience

Si la biodiversité dans la zone d'exclusion a fortement augmenté ces dernières années, montrant les capacités d'adaptation de certaines espèces, toutes les formes de vie résidant à proximité de la centrale montrent des mutations génétiques. Ou presque. Des scientifiques ont en effet découvert de minuscules vers dont le génome ne semble avoir été altéré en aucune manière par la radioactivité. Ces vers - que l'on appelle des nématodes et qui parasitent souvent animaux et végétaux - possèdent, certes, un bagage génétique bien moins complexe que le nôtre ou que celui d'autres animaux. Leur cycle de vie est également extrêmement rapide, ce qui en fait des organismes particulièrement intéressants à étudier pour comprendre la résilience des organismes face aux radiations nocives. Plusieurs douzaines de générations de nématodes peuvent ainsi se succéder au cours de la vie d'un chien, par exemple.

Une capacité de réparation de l'ADN

Des scientifiques ukrainiens et américains se sont donc rendus dans la zone d'exclusion pour réaliser des prélèvements de sol, de fruits et de végétaux, dans lesquels les petits vers ont été collectés. Et le séquençage de leur génome a révélé une étonnante surprise : les scientifiques n'ont trouvé aucun dommage lié aux radiations ! Il leur aurait été impossible de différencier les vers provenant de Tchernobyl de vers issus d'autres régions du monde. Cette absence de signature dans le génome des nématodes de Tchernobyl serait liée à une formidable capacité de résilience de ces petits organismes, leur permettant de réparer leur ADN au fil des générations. Ces résultats, publiés dans la revue PNAS, pourraient s'avérer précieux pour la recherche sur le cancer. Le cancer est la première cause de mortalité en France. Ici, des cellules de cancer du poumon. © Anne Weston- LRI- CRUK- Wellcome Images Flickr nc nd 20

Cancer

Un cancer est une pathologie caractérisée par la présence d'une (ou de plusieurs) tumeur maligne formée à partir de la transformation par mutations ou instabilité génétique (anomalies cytogénétiques),...

Mots fléchés

Déprava- tion	↘	Bêtes féroces	↘	Comment est plus harmonieux	Hors de prix	↘	Le deuxième est la sculpture	↘	Impair	↘	Sa capitale est Lomé	↘	Son pet est connu des gourmets
Loi de Moïse (la)		Bramer			Il représente l'avarice		Ignorant				Fruit exotique		
	→		↓	↓	Instable	→	↓				↓		↓
De temps en temps	→				↓				Image de marque	→			
Cheveux au vent									Mouette				
	→							Moitié du diamètre	↘				
								Immuno- globuline					
Film de C.Berri	→						Opéra de Giuseppe Verdi	→				Éther-sel	
Trous de solives												↓	
	→			Prénom de l'acteur Murphy		Agacée	→						
Assez craintif		Libre- service	→	↓			Trucidées	→					Col des Alpes
		Silen- cieuses					Manganèse						
	→		↓				↓				Titane	→	↓
						Belle à concours	→				Autrefois la phtisie		
Cours d'eau intermit- tent	→				Relations interdites	→					↓		
Bétise					Cachetées								
	→				↓								
						Bleu	Prèle- ments obli- gatoires		Sa préfecture est Evreux	→			
									Tellure				
Filet pour prendre les oiseaux		Maillot	→			↓	↓		↓	Sport olympique		Se gausse	
	↓	Sous le robinet										↓	
				Fulminera	→					↓			
Cale	→			Artistes de cinéma	→				Irlande	→			
Vent froid et sec				Chevalier efféminé					Petit lac des Pyrénées				
	→			↓					↓				
				Col droit et court	→			Grand félin d'Asie centrale	→				Sans compagnie
Majestueux		Paroles échangées à l'écart des gens		La Poste jadis	→			Machin pour de Gaulle	→			Lieu de passage	↓
	→		↓	Vieille gouvernante	↓			Modèle de noirceur	↓				
									Vierges aux Antilles	→			
									Queue de souris				
Bain à remous		Interjection dédaigneuse		Petit avion léger	→		Animaux décimés en Amérique	→	↓				
	→						Élection						
	↓			Reçoivent un enseigne- ment scolaire	→		↓			Petite sainte	→		
										Il a eu son âge	↓		
Monte des étages	→					Auteur de rumeurs	→		Mordu et passionné	→			
Objectif visé						Timbré dans sa tête			Possessif				
	→					↓			↓				
				Absence de flou	→						Article de Maure	→	
Doctrine contraire aux dogmes	→							Monts en Bretagne (d')	→				

PÉTROLE

Le Brent à plus de 82 dollars

Les prix du pétrole se relevaient, mardi, en attendant le rapport mensuel de l'Opep et les chiffres sur l'inflation aux Etats-Unis, susceptibles d'influencer le dollar, devise préférentielle pour acheter de l'or noir. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, montait de 0,44% à 82,57 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en avril, prenait 0,33% à 78,19 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 13 mars 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ALGÉRIE-EGYPTE

Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue égyptien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, un appel téléphonique de son frère, le président de la République arabe d'Egypte, pays frère, M. Abdel Fattah Al-Sissi, qui lui a adressé ses vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de son frère, le président de la République arabe d'Egypte, pays frère, M. Abdel Fattah Al-Sissi, qui lui a adressé ses vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, lui souhaitant ainsi qu'au peuple algérien davantage de progrès et de prospérité », lit-on dans le communiqué. A cette occasion, « Monsieur le Président a adressé ses vœux au Président Al-Sissi, souhaitant au peuple égyptien frère progrès et bien-être », selon la même source.

Au cours de cet appel, le président de la République a passé en revue avec son homologue égyptien « les récents développements en Palestine occupée, notamment dans la bande de Ghaza », conclut le communiqué.

NIGERIA

Vers la conversion de 1 million de véhicules au gaz naturel comprimé

Le Nigeria est à la recherche d'investisseurs pour financer un programme de conversion de 1 million de voitures du parc automobile national en véhicules fonctionnant au gaz naturel comprimé (GNC) d'ici 2027, a affirmé un responsable au sein de l'Initiative présidentielle pour ce type de carburant. "Le gouvernement fédéral du Nigeria est à la recherche d'un investissement de 2,5 milliards USD de la part du secteur privé alors que nous nous efforçons d'atteindre l'objectif ambitieux de convertir 1 million de véhicules au GNC d'ici 2027", a déclaré Taiwo Fashipe, responsable des relations avec les médias de l'Initiative présidentielle pour le gaz naturel comprimé, cité par la presse locale. Selon lui, l'initiative capitalise sur les grandes réserves de gaz du pays et a déjà permis de mobiliser plus de 45 millions USD injectés, entre autres, dans la mise en place de 10 centres de conversion pilote des véhicules en GNC. "Le gouvernement veut porter le nombre de ces centres à 55 d'ici fin 2024. Ce plan s'aligne sur les politiques nationales de durabilité dans les transports et s'ajoute aux projets en cours de reconfiguration du parc automobile avec des véhicules électriques", a-t-il également fait savoir.

ONU

Krikou salue de New York la résistance de la femme palestinienne

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Kaouter Krikou, a salué, depuis New-York la résistance et la bravoure de la femme palestinienne qui fait face à la guerre sioniste, appelant la communauté internationale à la préservation de sa dignité et de son droit à la vie ainsi qu'à l'arrêt du génocide perpétré à Ghaza. « Bien que impactée par la guerre et la pression psychique, la femme palestinienne tente de s'adapter à la conjoncture en demeurant résiliente face aux multiples risques (...) Nous saluons sa lutte, sa bravoure et sa résistance », a indiqué Mme Krikou dans une allocution prononcée lors d'une conférence sur le droit de la femme palestinienne à la vie, organisée en marge des travaux de la 68e session de la Commission de la condition de la femme aux Nations Unis. Mettant en avant « le rôle de la femme palestinienne dans le renforcement de la résistance collective et sa lutte pour la liberté et la paix », la ministre a réitéré « le soutien de l'Algérie à la cause palestinienne et son

insistance pour que le peuple palestinien puisse accéder à ses droits légitimes ». Ce que subit la femme palestinienne depuis octobre dernier et des années avant est « une flagrante violation de sa dignité et de son droit à la vie, étant désormais victime d'un crime de guerre contre l'humanité et d'un génocide, notamment depuis le début de la guerre sioniste dévastatrice dans la bande de Ghaza ayant fait des morts et des blessés dont la majorité des femmes et des enfants, causant, ainsi une catastrophe humanitaire inédite », a déploré la ministre. Rappelant la résolution onusienne stipulant la protection de la femme contre toute forme de violence, Mme Krikou a affirmé que les dispositions de cette résolution étaient limitées face aux développements en Palestine, en témoigne l'incapacité de la communauté internationale d'obliger l'occupant sioniste à rendre des comptes pour les violations flagrantes du droit international humanitaire et pour les crimes de guerre et de génocide perpétrés contre les civils palestiniens », appelant à « l'accélération de la mise œuvre de cette résolution ».

« L'Algérie condamne l'application à géométrie variable de cette résolution (...) et incite les pays à augmenter la pression au niveau de l'ONU pour mettre fin à l'agression contre la bande de Ghaza et au blocus imposé mais aussi à refuser la déportation des habitants », a relevé la ministre. L'Algérie dénonce vigoureusement « le rejet du projet de résolution qu'elle avait soumis au Conseil de sécurité, qui réclame un cessez-le-feu immédiat à Ghaza, le refus de la déportation des civiles et l'arrêt de toutes les violations », a ajouté Mme Krikou. Et d'ajouter que « l'Algérie poursuit ses efforts au Conseil de sécurité à cet égard, et appelle la communauté internationale à prendre une position en faveur de la vérité et à mettre fin immédiatement à l'agression contre les Palestiniens, ainsi qu'à la mise en œuvre des mesures décidées par la Cour Internationale de Justice (CIJ) », affirme la ministre, ajoutant que l'Algérie impute au Conseil de sécurité « la responsabilité d'adopter une résolution contraignante à même d'imposer un cessez-le-feu et de protéger les civils ».

VIANDES BLANCHES

Ouverture à Bouira d'une plateforme pour approvisionner les wilayas du centre

La wilaya de Bouira abrite une plateforme régionale devant prendre en charge la distribution vers d'autres wilayas du pays d'une importante quantité de poulet congelé, importé à l'occasion du mois de Ramadhan, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). Dans une conférence de presse, tenue conjointement avec le Directeur du commerce, la directrice des

services de la DSA, Mme Tira Adra, a indiqué qu'"une quantité de pas moins de 10.000 tonnes de poulet brésilien congelé sera acheminée vers la plateforme de Bouira à partir de laquelle il est prévu d'approvisionner plusieurs wilayas du centre du pays". La Société algérienne de régularisation des produits agricoles (SARPA), un organisme ayant succédé à l'ancien Système de régulation

des produits de la large consommation (SYRPALAC), a porté son choix sur la wilaya de Bouira pour abriter cette plateforme régionale, selon la même responsable. Elle a précisé qu'une première quantité de 3.000 tonnes de ce produit est en cours d'acheminement vers la wilaya. Mme Tira a souligné que "les services de l'EPE Carrefour de l'aviculture (Carravic) se chargeront de la commercia-

lisation du produit dans la wilaya de Bouira au niveau de ses 14 points de vente, à un prix fixé et réglementé à hauteur de 390 DA le kg". Les 14 points de vente de viandes blanches installés par Carravic sont répartis sur les 12 daïras que compte de la wilaya, a-t-elle noté, assurant qu'"actuellement, Carravic dispose d'un stock de sécurité, avoisinant les 410 tonnes de poulet de chair".

TÉLÉPHÉRIQUE ET TÉLÉCABINES

Programme spécial pour le Ramadhan

Un programme d'exploitation spécial de transport par téléphérique et télécabine a été mis en place durant le mois de Ramadhan, a annoncé mardi l'Entreprise de transport algérien par câble (ETAC/SPA) dans un communiqué. Ces horaires spéciaux ont été mis en place à partir du 11 mars courant et demeureront en vigueur jusqu'à la fin du Ramadhan, a précisé la même source. Il s'agit d'adapter les horaires des installations de l'ETAC à l'échelle nationale, afin de mieux répondre aux exigences des citoyens et des visiteurs, tout en observant les traditions et les pratiques religieuses, souligne l'entreprise. Ainsi, pour la télécabine de

Tlemcen (TC TLM), les horaires sont du 8h00 à 18h00 durant les jours ouvrables et de 14h30 à 18h00 durant les vendredis et de 9h00 à 18h00 pour les samedis. S'agissant de la télécabine d'Oran (TC Oran), les horaires sont de 8h00 à 17h45 durant les jours ouvrables et de 14h30 à 17h45 durant les vendredis et de 9h00 à 17h45 pour les samedis. Concernant le téléphérique Mémorial à Alger, les horaires sont fixés de 8h00 à 18h00 tous les jours de la semaine, tandis que pour la soirée, les horaires sont fixés de 20h30 à 23h30. Les horaires de service de la télécabine de Bab El-Oued (Alger) sont fixés de 7h00 à 18h00 tous les jours de la semaine, à l'exception de vendredi

dont le service sera de 14h00 à 18h00. Pour la soirée, elle est opérationnelle de 20h30 à 23h30. Enfin, les horaires de service de la télécabine de Tizi Ouzou sont fixés de 7h00 à 17h30 les jours ouvrables et de 14h00 à 17h30 durant les vendredis, tandis que pour la soirée, elle est opérationnelle de 20h30 à 23h30, selon le communiqué. "Les plages horaires spécifiques ont été élaborées dans le but de garantir une connectivité ininterrompue et fiable tout au long du mois sacré du Ramadhan", souligne l'ETAC, en affirmant son "engagement à faciliter la mobilité des citoyens tout en préservant scrupuleusement les valeurs culturelles et religieuses".